



HAL
open science

Les fondations de droit néerlandais

Armand Héroguel

► **To cite this version:**

Armand Héroguel. Les fondations de droit néerlandais : Note rédigée pour le Poste d'Expansion Économique de La Haye. 2000. halshs-00781470

HAL Id: halshs-00781470

<https://shs.hal.science/halshs-00781470>

Preprint submitted on 27 Jan 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les fondations de droit néerlandais

Note
rédigée pour le Poste d'Expansion Économique de La Haye

Armand Héroguel
Maître de Conférences

Université Ch. de Gaulle-Lille 3

Septembre 2000

Les fondations de droit néerlandais

Armand Héroguel
Maître de Conférences

Université Ch. de Gaulle-Lille 3

Introduction: rappels sur la fondation de droit français et présentation de la problématique

I. Le statut juridique des fondations de droit néerlandais

A. La constitution de la fondation de droit néerlandais

B. Fonctionnement de la fondation de droit néerlandais

C. La dissolution de la fondation de droit néerlandais

II. Les fondations de droit néerlandais dans la pratique

A. Les différentes catégories de fondation de droit néerlandais et la fondation généraliste

B. Les fondations de type “administratiekantoor” : un instrument de contrôle de société.

C. Les fondations-fonds de pension.

Conclusion

Annexes:

- Traduction des titres I, VI, VII et VIII du Livre deuxième du Code civil néerlandais.

- Traduction de trois modèles d'actes de constitution de fondations de droit néerlandais

Introduction: Rappels sur la fondation de droit français et présentation de la problématique

I. Rappels sur la fondation de droit français

En France, les fondations sont actuellement régies par la loi n° 87-571 du 23 juillet 1987, dite loi *Sur le développement du mécénat*.

Un rappel des principales caractéristiques de la fondation de droit français permettra ensuite de comprendre plus aisément la fondation de droit néerlandais.

Il est possible de distinguer trois types de fondation selon le droit français.

- la fondation simple (qui n'a pas la personnalité juridique),
- la fondation reconnue d'utilité publique et ayant par là-même la personnalité juridique,
- la fondation d'entreprise ayant également la personnalité juridique.

La fondation est à but non lucratif et ne compte aucun membre, ni associé ou actionnaire. Elle est caractérisée par

“l'affectation irrévocable de biens, droits ou ressources à la réalisation d'une oeuvre d'intérêt général et à but non lucratif.” (art. 18)

La reconnaissance d'utilité publique par laquelle la fondation accède à la personnalité morale, fait l'objet d'un décret en Conseil d'État.

II. Problématique

La documentation en français sur le sujet est très rare. Le dossier des Éditions Francis Lefebvre¹ en fait brièvement mention dans sa première partie (“Droit des affaires”) au titre 2 sur le droit des sociétés² ainsi que dans la deuxième partie réservée au système fiscal, au titre 2 relatif à l'impôt sur les sociétés.

Dans un premier temps, le lecteur français trouvera curieux de voir apparaître une figure de droit réservée au domaine du non-lucratif dans un ouvrage spécialisé dans le droit des affaires. Tout au plus en aura-t-il été informé s'il a suivi une certaine actualité judiciaire, celle de l'affaire LVMH/Gucci portée devant la Cour d'Appel d'Amsterdam³.

Néanmoins les auteurs estiment que les fondations néerlandaises sont comparables aux fondations françaises:

“La **fondation** de droit néerlandais (*Stichting*) est assez comparable à la fondation de droit français. Dans la mesure où la redistribution des profits éventuels aux fondateurs est interdite, les fondations sont assez peu utilisées pour l'exercice d'activités

¹ Van Thiel, M.S. et alii, *Pays-Bas - juridique fiscal social*, Levallois-Perret, Francis Lefebvre, 1997², coll. Dossiers internationaux.

² Van Thiel e.a., *op.cit.*, p. 68.

³ Décision rendue le 27 mars 1999.

industrielles ou commerciales.”⁴

L’expression “assez comparable” est trop vague pour que l’on mesure le degré possible de comparaison, c’est-à-dire à l’étude des textes régissant la fondation néerlandaise pour savoir dans quelle mesure le terme français “fondation” traduit le terme néerlandais “stichting”. La deuxième phrase citée mentionne certes un élément de comparaison, mais il ne suffit nullement d’un critère opératoire.

Par ailleurs, le *Dossier International Francis Lefebvre* opère une distinction⁵ quant à la pratique en faisant apparaître trois catégories, à savoir:

- les fondations de charité,
- les fondations générales “(ou *fondations de famille*) à laquelle des actifs sont transférés et gérés pour le compte de tiers”
- “les fondations “*administratiekantoor*” qui sont utilisées pour détenir des participations et contrôler des sociétés”.

Concernant ces dernières, elles ont pour rôle d’acquérir des actions d’une société et d’émettre des certificats d’investissement (“*certificaten*”) à partir de ces actions lesquels sont dépourvus du droit de vote ce qui permet de conserver le contrôle de la société en question⁶.

L’absence de traduction du terme “*administratiekantoor*”⁷ s’explique par le fait que son calque français qui serait “bureau d’administration” est inefficace ; l’expression est trop vague en français.

Ce serait donc dans la pratique que la différence entre la fondation de droit français et la fondation de droit néerlandais apparaît de manière encore plus prononcée. Cette mention brute des fondations de type “*administratiekantoor*” ne donne cependant pas l’explication de cette possibilité qu’il conviendra de rechercher.

Avant de voir ce que sont les fondations néerlandaises dans la pratique, il convient d’abord d’examiner leur statut juridique. En effet, il sera ainsi possible d’expliquer ensuite plus facilement cette pratique qui paraît un peu déroutante de prime abord.

⁴ *ibid*

⁵ *Ibid*

⁶ Van Thiel e.a., *op.cit.*, p. 79

⁷ Il s’agit d’un “emprunt” selon les terminologies

I. Le statut juridique des fondations de droit néerlandais

Les fondations de droit néerlandais sont régies par le Code civil néerlandais ("*Burgerlijk wetboek*"). Ce code civil est le deuxième dont les Pays-Bas se sont dotés depuis leur indépendance de 1814-15. Le premier qui était fortement inspiré du code français a été rénové par étapes. Ce fut d'abord le Livre Premier sur le droit des personnes et de la famille qui est entré en vigueur en 1970, puis le Livre Deuxième sur les personnes morales en 1976, le Livre Huitième sur le droit maritime, le droit de la navigation intérieure et le droit de la circulation routière en avril 1991 et les Livres Troisième, Cinquième, Sixième et de nombreuses parties du Livre Septième portant sur le droit des biens et des obligations le 1er janvier 1992.

Ce code civil néerlandais présente une structure stratifiée en ce sens que les thèmes généraux sont présentés à part. Ainsi existe-t-il un Livre Troisième portant sur le droit des biens et des obligations en général dans lequel se trouve des dispositions valant par exemple pour tous les actes juridiques, l'acquisition et la perte de biens, etc. Ainsi convient-il par exemple de se rapporter au titre 2 sur les actes juridiques avant que de s'intéresser aux dispositions générales relatives aux contrats que l'on trouve dans le Livre Sixième intitulé "Partie général du droit des obligations"⁸ pour passer ensuite, si besoin est, au Livre Septième relatif aux contrats nommés.

Il en est de même pour le Livre deuxième qui commence par un titre premier portant dispositions générales sur les personnes morales.

Le droit néerlandais distingue trois types de personnes morales:

- les personnes morales de droit public (art. 2:1⁹)¹⁰
- les communautés ecclésiastiques ("*kerkgenootschappen*") qui ont un statut particulier et pour lesquelles le Livre deuxième ne s'applique pas (art. 2:2),
- les personnes morales de droit privé mentionnées par l'article 2:3.

Selon les termes de cet article 2:3 il s'agit des associations, des coopératives, des compagnies d'assurance, de sociétés anonymes, des sociétés à responsabilité limitée et des fondations.

On constate donc déjà une différence entre la fondation de droit français et celle de droit néerlandais: alors qu'en France elle n'a pas nécessairement la personnalité juridique, **aux Pays-Bas, la fondation est par définition une personne morale**. Cela a donc pour conséquence que les dispositions valables pour toutes les personnes morales, qu'elles soient à caractère commerciale¹¹ (notamment les S.A. et les S.A.R.L.) ou non, lui sont applicables. Ce sont ces dispositions qu'il faudra d'abord examiner avant d'aborder celles du titre sixième spécifiques aux fondations.

Pour des raisons de clarté, la question sera abordée en trois points: la constitution, le fonctionnement et la dissolution des fondations.

⁸ *Algemeen gedeelte van het verbintenissenrecht*

⁹ La numérotation des articles du nouveau code civil néerlandais est composée de deux nombres séparés par deux points (:). Le premier nombre est le numéro du livre et le second le numéro de l'article. Ainsi "2:3" indique qu'il s'agit de l'article 3 du livre deuxième.

¹⁰ Voir en annexe la traduction des titres premier et sixième du Livre deuxième du code civil néerlandais.

¹¹ Nous les appelons ainsi selon des critères français. Il ne faut cependant pas oublier que le droit civil néerlandais et le droit commercial se confondent presque entièrement. Citons comme autre exemple l'absence de tribunaux de commerce.

A. La constitution de la fondation de droit néerlandais

Les différences entre fondations de droit français et fondations de droit néerlandais auxquelles il a été fait allusion ci-dessus vont apparaître déjà lors de la constitution de la fondation de droit néerlandais.

Cette constitution se fait en deux temps:

- d'abord par acte notarié (comme pour toutes les autres personnes morales aux Pays-Bas)
- ensuite par inscription au Registre des Fondations tenu par la Chambre de Commerce et d'Industrie ("*Kamer van Koophandel en Fabrieken*").

Examinons successivement ces deux formalités.

1. L'acte notarié de constitution de la fondation de droit néerlandais (art. 2:286)

L'acte notarié sera constitué de l'acte lui-même et comprendra également les statuts de la fondation (al. 3). Avant d'aborder ces deux points, il convient cependant d'examiner d'abord la question des fondateurs.

a. Les fondateurs

Le titre 6 du Livre deuxième du Code civil néerlandais ne prévoit pas expressément qui peut fonder une fondation néerlandaise. Il faut pour ce faire se référer à d'autres parties du code, notamment

- la partie générale sur les personnes morales (titre 1 du livre deuxième) et plus particulièrement l'article 2:5 qui dispose qu'en matière de droit des biens et des obligations, la personne morale est égale à la personne physique "sauf disposition contraire de la loi".
- le titre 2 du Livre troisième "Droit du patrimoine en général" consacré aux actes juridiques.¹²

Par ailleurs, l'article 2:286 précise que la fondation peut être constituée par testament authentique¹³. Cela suppose que l'authenticité de l'acte est effective parce que nécessaire à la constitution de toute personne morale, notamment dans ce cas comme l'indique l'article 2:4.

L'héritier ou légataire chargé de constituer une fondation, pourra y être contraint par voie de condamnation intervenue suite à l'action du ministère public.

b. L'acte notarié

Comme le notaire français, le notaire néerlandais est un officier public habile à dresser des actes authentiques. La responsabilité du notaire est engagée lorsque l'absence des mentions obligatoires aux statuts aurait eu pour conséquence un préjudice quelconque. En l'absence de mention du siège de la fondation, celui-ci se trouvera dans la commune où se trouve l'étude du notaire.

c. Les statuts de la fondation

¹² voir l'édition trilingue néerlandais, anglais, français parue en 1990 aux éditions Kluwer Law and Taxation Publishers, Deventer-Boston, ISBN 90 6544 482 3

¹³ Le droit néerlandais ne reconnaît que les testaments authentiques. Cette précision est apportée eu égard aux testaments rédigés en langue étrangère. L'alinéa 2 de l'article 286 précise que dans ce cas, les statuts doivent "également" être rédigés en langue néerlandaise, ce qui signifie que la rédaction en langue néerlandaise est une obligation générale.

Les mentions obligatoires sont celles

- de la dénomination qui devra comporter le mot “stichting”
- de l’objet qui ne pourra en aucun cas consister en un versement de subsides aux fondateurs et administrateurs qui doivent donc exercer leurs fonctions de manière bénévole. Ils ne pourront percevoir que des remboursements de frais engagés. L’alinéa 3 de l’article 2:285 prévoit une exception pour les allocations faites à des tiers et ayant une “visée idéale ou sociale”. Sont ainsi visées les fondations à caractère caritatif et les fondations-fonds de pension qui constituent un troisième type de fondation que le *Dossier International Francis Lefebvre* ne mentionne pas.
- du mode de nomination et de révocation des administrateurs,
- de la commune où se trouve le siège et
- du règlement de la question du reliquat suite à dissolution.

2. L’inscription de la fondation de droit néerlandais auprès de la Chambre de Commerce et d’Industrie (art. 2:289)

Les administrateurs sont tenus de faire inscrire la fondation au Registre des Fondations tenu par la Chambre de Commerce et d’Industrie dans le ressort de laquelle la fondation a son “domicile”¹⁴ .

Cette inscription comporte également les noms, prénoms, domiciles ou anciens domiciles des fondateurs. Y est joint une copie des statuts.

Par ailleurs les administrateurs sont tenus de faire inscrire les noms, prénoms et domiciles de tous les administrateurs ainsi que de ceux ayant une procuration, qu’ils soient administrateurs ou non. Ces inscriptions devront être actualisées.

Le **but** de l’inscription dans un tel registre est de rendre possible la consultation des statuts et autres pièces transmises par la fondation par des tiers.

Cette inscription est soumise au paiement d’un droit fixé par décret en Conseil d’État¹⁵ et la loi prévoit les mesures à prendre en cas de non paiement de ce droit par la fondation.

B. Le fonctionnement de la fondation de droit néerlandais

1. Les organes de la fondation de droit néerlandais

L’unique organe la fondation de droit néerlandais dont il est question au titre 6 du Livre 2 du Code civil néerlandais est le conseil d’administration (“het bestuur”, art. 2:291, al. 1). A la lecture du texte , on constate cependant que la loi prévoit qu’il peut y avoir plusieurs organes (voir art. 2:293). Quels peuvent-ils être? La loi n’en mentionne aucun. C’est en lisant des modèles d’actes que l’on note que les fondations peuvent avoir un conseil de surveillance.

La tâche du conseil d’administration est d’administrer la fondation selon l’expression laconique de l’art. 2:291, al. 1.

¹⁴ Ici la loi ne parle plus de “zetel” (siège), mais de “woonplaats” (domicile).

¹⁵ “Algemene Maatregel van Bestuur”: son élaboration est la même que celle de la loi à cette seule différence que le parlement n’est pas consulté (art. 73 de la Constitution néerlandaise).

Concernant la composition du conseil d'administration de la fondation de droit néerlandais, le code civil néerlandais ne prévoit pas la participation de personnalités qualifiées au conseil d'administration, ni celle de représentants des ministères concernés comme c'est le cas en France.

Son champ d'action dépend en grande partie des statuts (291 al. 2). Quant à ses capacités à représenter la fondation, elles ne sont pas automatiques. L'article 2:292 prévoit en effet que les statuts peuvent stipuler que la capacité de représentation peut être attribuée à d'autres personnes que les administrateurs.

2. Financement et ressources : la dotation initiale, dons et legs, prestations de services.

a. Absence d'une dotation initiale minimale requise.

Contrairement à la fondation de droit français et comme le signale plusieurs auteurs, aucune dotation initiale n'est requise. Hondius écrit¹⁶ :

“Aux Pays-Bas, aucune preuve de l'existence d'un capital n'est exigée, et l'on estime suffisant que la fondation soit capable d'obtenir les fonds dont elle a besoin”.

Mag Verica Trstenjak¹⁷ qui se réfère à P. Sander¹⁸ est encore plus explicite:

“Le régime juridique néerlandais est particulièrement libéral, car il autorise en pratique la création d'une fondation au capital limité à un florin, voire sans aucun capital.”

En effet à aucun endroit du titre 6 du Livre 2 du Code civil n'est mentionné un montant requis pour la création d'une fondation. Seul l'article 2:301, al. 1, sous *a*, fait mention de la dissolution judiciaire de la fondation par suite de l'insuffisance du patrimoine eu égard à la réalisation de l'objet.

b. Dons et legs

C'est ce sous-titre que l'on retrouve généralement dans les ouvrages français traitant des fondations. Si le premier terme ne mérite aucune remarque particulière, ce n'est pas le cas du second. Il renvoie en effet au droit successoral. La mention de l'art. 288, al. 1 selon lequel la fondation peut être successeur ou légataire ne doit pas faire oublier qu'il existe aussi aux Pays-Bas une réserve légale (“legitieme portie” ou “wettelijk erfdeel”, art. 4:960 C. c. nl.) et une quotité disponible (“beschikbaar gedeelte”, art. 4:966 C. c. nl.).

Notons également que la constitution d'une fondation peut être une charge imposée aux successeurs comme le mentionne l'alinéa 2 de l'article 2:288 C.c.nl.

c. Prestations de services.

L'article 2:344 prévoit que les fondations (tout comme les entreprises) peuvent avoir une entreprise dont la taille peut même être telle que l'instauration d'un comité d'entreprise¹⁹ est obligatoire. Les

¹⁶ Hondius, Frits, “Les fondations”, dans : *Associations et fondations, Réunion multilatérale organisée par le Conseil de l'Europe - Strasbourg, 27-29 novembre 1996*, Strasbourg, Éditions du Conseil de l'Europe, 1998, p. 29

¹⁷ Dans : *Associations et fondations, Réunion multilatérale organisée par le Conseil de l'Europe - Strasbourg, 27-29 novembre 1996*, Strasbourg, Éditions du Conseil de l'Europe, 1998, p. 87

¹⁸ En note de bas de page, il écrit: “pour de plus amples informations, voir Sander, P. : “Introduction to companies and other legal persons under the Netherlands Law, and Netherlands Antilles Law” (traduction anglaise du livre 2 du Code civil néerlandais, Kluwer, Deventer, 1992, p. 24.”

¹⁹ Sur ce point on pourra lire en français: Van Thiel e.a., *op.cit.*, p. 332 e.s.

autres conséquences ne sont pas mentionnées de manière explicite dans le titre 6 du Livre Deuxième. Mais on aura compris que cela a des conséquences fiscales et bien sûr des répercussions au niveau du droit du travail puisque la fondation peut être un employeur. Remarquons également que, s'il y a un comité d'entreprise, la législation relative au droit d'enquêter sur la gestion et la marche des affaires des personnes morales devient applicable (voir annexe). Cette dernière remarque nous servira de transition pour traiter du contrôle.

3. Le contrôle des fondations de droit néerlandais

Contrairement à la fondation de droit français, le contrôle de la fondation de droit néerlandais se fait *a posteriori*. Ce contrôle n'est pas administratif mais judiciaire. Selon le type de contrôle visé, la juridiction saisie sera soit un tribunal d'arrondissement, soit la Chambre des Entreprises de la Cour d'Appel d'Amsterdam.

Le tribunal d'arrondissement²⁰ peut être saisi par le ministère public, par un ou plusieurs fondateurs, ou par toute personne y ayant intérêt (art. 2:298, al. 1, art. 299: "iedere belanghebbende"). Dans certains cas, notamment ceux mentionnés par l'article 2:294, le tribunal pourra agir sans être saisi et dissoudre une fondation (art. 2:301, al. 2).

L'objet du contrôle concerne non seulement le respect de la loi et des statuts²¹, mais aussi la gestion de la fondation (art. 2:298, al. 1, point a.)

Les mesures prises par le tribunal pendant ou à l'issue de la procédure peuvent être:

- à l'égard d'un administrateur déterminé (art. 2:298), sa suspension provisoire pendant la procédure, puis sa révocation et éventuellement l'interdiction pour celui-ci d'exercer pendant cinq ans les fonctions d'administrateur de fondation.
- à l'égard de la fondation:
 - sa dissolution,
 - la modification de ses statuts,
 - assurer l'administration de la fondation ou remplacer un administrateur (art. 298, al. 3).

La procédure devant la Chambre Commerciale de la Cour d'Appel d'Amsterdam constitue un cas particulier. Il s'agit de ce que l'on appelle le droit d'enquête (titre 8, section 2, art. 2:344 à 359) qui initialement n'était pas prévu pour les associations et les fondations. En effet si l'on compare le texte lors de son entrée en vigueur en 1976 et le texte actuel, on voit que l'article 2:344 a été modifié en ce sens (à une date postérieure à 1992).

Si l'art. 2:347 est valable uniquement pour les associations, aucun article n'est réservé uniquement aux fondations.

4. La modification des statuts (articles 2:293 et suivants)

a. Les conditions : une restriction d'emblée

²⁰ Il y a 19 "arrondissementsrechtbanken" aux Pays-Bas, juridictions aux compétences très étendues, non seulement au civil et au pénal comme les TGI français, mais également en matière de droit du travail, droit commercial, droit administratif ... dans la mesure où d'autres juridictions n'en connaissent pas. La loi "Wet op de Rechterlijke Organisatie", le pendant de notre Code de l'Organisation Judiciaire, y consacrent ses articles 46 à 59.

²¹ Entre autres la possibilité de réalisation de l'objet de la fondation compte tenu du patrimoine : art. 2:301, al. 1, sous a.

On remarquera d'abord que les statuts de la fondation néerlandaise ne peuvent en principe être modifiés que si ces mêmes statuts l'ont prévu (art. 2:293). Cette rigueur est nuancée par l'article 2:294 pour les cas contraires rendant ainsi la modification possible après requête de la part du fondateur ou du conseil d'administration s'il advenait que les statuts eussent des conséquences qui ne pouvaient "raisonnablement" pas avoir été voulues lors de la constitution de la fondation. Par ailleurs, que les statuts aient prévu ou non leur modification, le tribunal peut l'ordonner s'il estime que cela permettra de remédier à l'insuffisance de moyens eu égard au but de la fondation²² .

Plusieurs auteurs peuvent à l'origine de la modification des statuts. Ainsi convient-il de les récapituler par souci de clarté.

b. Les auteurs de la modification des statuts

On en distinguera deux types : les auteurs directs et les auteurs indirects.

- Les **auteurs directs** sont bien sûr d'une part le tribunal et d'autre part ceux prévus par les statuts. En effet, nous sommes obligés de nous en tenir à cette formule vague en raison de la grande liberté qu'offre l'art. 2:292 quant à la représentation de la fondation. En effet, aux termes de l'alinéa 4 de cet article, les statuts peuvent prévoir que la fondation soit représentée par d'autres personnes que les administrateurs.
- Les **acteurs indirects**, c'est-à-dire ceux intervenant auprès du tribunal pour que les statuts soient modifiés, sont l'un des fondateurs, le conseil d'administration ou le ministère public (art. 2:294, al. 1). Toute "personne y ayant intérêt" ne peut intervenir que pour l'annulation d'une telle modification (art. 2:295).

c. Les formalités

Elles sont au nombre de deux : l'établissement d'un acte notarié d'une part et l'envoi d'une copie authentique de celui-ci à la Chambre de Commerce et d'Industrie (Registre des Fondations) où est inscrite la fondation d'autre part.

5. La fusion (art. 2:308 à 2:323)

Le titre 7 du Livre Deuxième du Code civil néerlandais relatif aux fusions des personnes morales s'applique également aux fondations. Ce titre est traduit en annexe.

6. Régime fiscal

Il dépend des activités de la fondation qui peuvent être assimilées à celles d'une entreprise et la rendre ainsi passible des impôts liés à ces activités.

7. La transformation de la fondation en une autre personne morale (art. 2:18)

Les dispositions concernant la transformation sont celles valant pour toutes les personnes morales. Quatre formalités sont requises, les trois premières s'appliquant à toutes les personnes morales, la quatrième étant spécifique à certaines personnes morales, dont les fondations. Il s'agit :

- d'une décision de transformation ;
- d'une décision de modification des statuts ;
- d'un acte notarié portant sur les nouveaux statuts ;
- d'une autorisation judiciaire.

²² Il peut même dissoudre la fondation pour cette même raison.

Enfin on mentionnera également l'inscription aux registres dont dépend la nouvelle personne morale.

C. La dissolution de la fondation de droit néerlandais

Les personnes morales de droit néerlandais étant constituées pour une durée indéterminée (art. 2:17), elles ne sauraient cesser d'exister d'elles-mêmes ou par l'échéance d'un terme quelconque. Aussi la loi est-elle assez explicite sur ce point. Elle distingue deux étapes qui sont la dissolution proprement dite qui sera suivie de la liquidation.

1. La dissolution proprement dite

Les motifs et les acteurs de cette dissolution sont souvent liés. Néanmoins aucun motif particulier n'est requis d'emblée par la loi ; en effet le principe est que les statuts et décisions du conseil d'administration prévalent (art. 2:19, al. 1, sous *a*). La dissolution peut d'ailleurs également intervenir par le seul fait des statuts, par exemple par l'avènement d'un fait stipulé par ceux-ci (art. 2:19, al. 1, sous *b*).

D'autre part la fondation peut être dissoute sur intervention de personnes ou d'instances extérieures. Les cas prévus sont les suivants :

- le but est atteint (art. 2:301) ;
- le patrimoine est insuffisant à sa réalisation ;
- la liquidation judiciaire (art. 2:19, al. 1, sous *c*) ;
- action du ministère public si le but est contraire à l'ordre public ;
- décision de la Chambre de Commerce et d'Industrie en cas d'irrégularité notamment quant à l'inscription au registre et à l'acquittement des droits.

2. La liquidation

Il convient de la mentionner parce que la personne morale continue d'exister après sa dissolution pour autant que cela est nécessaire à sa liquidation (art. 2:19, al. 5). Elle ne cesse véritablement d'exister qu'une fois la liquidation effectuée, le liquidateur devant en aviser le registre public (art. 2:19, al. 6).

II. Les fondations de droit néerlandais dans la pratique

L'un des rares ouvrages en langue française sur la question ²³ nous fait remarquer que leur nombre est important :

“On estime qu’il existe aux Pays-Bas (15 millions d’habitants) près de cent mille fondations”

Une recherche faite sur le réseau internet avec le mot-clé “stichting” a donné 980 occurrences. On est bien loin des quatre à cinq cents fondations françaises²⁴. Derrière cette différence numérique importante se cache en effet une autre différence concernant le rôle des fondations dans la société.

A. Les différentes catégories de fondation de droit néerlandais et la fondation généraliste

En rappelant qu’

“Aux Pays-Bas [...], les partis politiques ont leurs propres fondations.”

Hondius²⁵ veut faire comprendre que les fondations sont dans tous les domaines de la vie sociale des Pays-Bas.

En prenant comme postulat que les dénominations qui font l’objet d’une abréviation représentent des entités qui sont plus connues que celles qui n’ont pas d’abréviation, nous avons procédé à un relevé dans un lexique néerlandais des abréviations. Bien entendu ce postulat est discutable parce que toutes les fondations ne souhaitent pas être connues comme nous le verrons ci-après. D’autre part, la renommée n’est pas nécessairement liée à l’importance du rôle. Ce relevé a cependant permis de montrer l’étendue et la grande variété des champs d’activités des fondations qui, à bien des égards, sont comparables à ceux des associations en France.

Pour classer les 93 fondations relevées, 10 catégories leur ont été appliquées à l’aide des mots-clés suivants: audio-visuel (6 fondations concernées), caritatif (5 fondations), catégoriel (5), culturel (7), économique (2), formation et enseignement (12), médical (8), parapublic (6), recherche (3), religieux (3), social (19). Aucun mot-clé n’a été appliqué à 17 fondations en raison de leur disparité.

On est tenté de dire que ces fondations sont généralistes en raison de la variété de leur domaine d’action qui fait en partie penser à celui des associations en France. Il y a peu de fondations religieuses en raison du statut spécial des églises aux Pays-Bas (voir art. 2:2, al. 1).

A côté de ces fondations de type “grand public”, existent deux autres types de fondation : c’est “l’administratiekantoor” et la fondation fonds de pension.

B. Les fondations de type “administratiekantoor”.

Les fondations de type “administratiekantoor” sont quant à elles, généralement méconnues du grand public. Le mot “administratie” a pour objet les actions ou parts d’une société (commerciale)²⁶. La fondation devient donc associé ou actionnaire de la société.

C. Les fondations-fonds de pension.

²³ Hondius, *op. cit.*, p. 27.

²⁴ Courtois, Guy, “Les fondations et la société française” dans : Dupuy, René-Jean (dir.), *Le droit des fondations en France et à l’étranger*, Paris, La Documentation Française, 1989. Voir aussi Souleau, Henri, *ibidem*, p. 14.

²⁵ *op. cit.*, p. 26.

²⁶ Le mot “commercial” est entre parenthèses parce que les Néerlandais ne font pas la distinction entre sociétés civiles et sociétés commerciales.

Alors que les fondations de gestion d'actions de priorité ne constituent pas réellement un type particulier de fondations, mais qu'elles ne sont qu'une utilisation particulière des possibilités offertes par le statut juridique des fondations aux Pays-Bas, il en est autrement des fondations-fonds de pension.

Les fonds de pension existent aux Pays-Bas sous diverses formes. Ainsi peuvent-ils prendre la forme de société à responsabilité limitée. Le recueil de modèles des éditions Kluwer²⁷ contient d'ailleurs un modèle d'acte de constitution d'une telle S.A.R.L.

Conclusion

La fondation néerlandaise est un outil très flexible qui permet d'intervenir dans tous les domaines de la vie social et économique des Pays-Bas. Cette souplesse est due au statut juridique qu'ont les fondations dans ce pays. La grande variété des champs d'action des fondations a pu être montré par les différents modèles de statuts traduits en annexe et le relevé fait dans un lexique d'abréviations.

D'un point de vue linguistique, on note ici aussi que la simple traduction de "stichting" par "fondation" comme on peut la trouver dans un dictionnaire peut se révéler être trompeuse. En effet le mot néerlandaise recouvre une réalité tout à fait différente de ce à quoi le mot français fait penser. De même la traduction de "administratiekantoor" par "bureau d'administration" est-elle infructueuse.

Cette note ne constitue qu'une première étude générale des fondations néerlandaises et est axée surtout sur l'aspect juridique. La possibilité ouverte à tous de consulter les statuts de toutes les fondations néerlandaises, même si elle n'est pas gratuite, devraient permettre l'évaluation de l'influence des fondations sur la vie économique du pays.

²⁷ Slagter, prof. mr. W. J. (red.), *Modellen voor de Rechtspraak*, Kluwer, Deventer, 1973, suppl. 115 (februari 1990).

TITEL 1 Algemene bepalingen

Art. 1.

1. De Staat, de provincies, de gemeenten, de waterschappen, alsmede alle lichamen waaraan krachtens de Grondwet verordenende bevoegdheid is verleend, bezitten rechtspersoonlijkheid.

2. Andere lichamen, waaraan een deel van de overheidstaak is opgedragen, bezitten slechts rechtspersoonlijkheid, indien dit uit het bij of krachtens de wet bepaalde volgt.

3. De volgende artikelen van deze titel, behalve artikel 5, gelden niet voor de in de voorgaande leden bedoelde rechtspersonen.

Art. 2.

1. Kerkgenootschappen alsmede hun zelfstandige onderdelen en lichamen waarin zij zijn verenigd, bezitten rechtspersoonlijkheid.

2. Zij worden geregeerd door hun eigen statuut, voor zover dit niet in strijd is met de wet. Met uitzondering van artikel 5 gelden de volgende artikelen van deze titel niet voor hen; overeenkomstige toepassing daarvan is geoorloofd, voor zover deze is te verenigen met hun statuut en met de aard der onderlinge verhoudingen.

Art. 3.

Verenigingen, coöperaties, onderlinge waarborg-maatschappijen, naamloze vennootschappen, besloten vennootschappen met beperkte aansprakelijkheid en stichtingen bezitten rechtspersoonlijkheid.

Art. 4.

1. Een rechtspersoon ontstaat niet bij het ontbreken van een door een notaris ondertekende akte of een verklaring van geen bezwaar, voor zover door de wet voor de totstandkoming vereist. Het ontbreken van kracht van authenticiteit aan een door een notaris ondertekende akte verhindert het ontstaan van de rechtspersoon slechts, indien die rechtspersoon in een bij die akte gemaakte uiterste wilsbeschikking in het leven zou zijn geroepen.

TITRE PREMIER Dispositions générales

Art. 1.

1. L'État, les provinces, les communes, les organismes chargés de la gestion des voies et plans d'eau ainsi que tous les corps auxquels est attribuée la compétence

réglementaire en vertu de la Constitution, possèdent la personnalité juridique.

2. Les autres corps chargée d'une part de la tâche des pouvoirs publics, ne possèdent la personnalité juridique que s'il en découle des dispositions légales ou réglementaires/de dispositions de la loi ou en vertu de la loi.

3. Les articles suivantes du présent titre, à l'exception de l'article 5, ne valent pas pour les personnes morales visées dans les alinéas précédents.

Art. 2.

1. Les églises ainsi que leurs composantes autonomes et les "corps" dans lesquels elles sont réunies, possèdent la personnalité juridique.

2. Elles sont gérées par leur propre statut pour autant que celui-ci n'est pas contraire à la loi. A l'exception de l'article 5, les articles suivants du présent titre ne valent pas pour eux; l'application analogue en est autorisée dans la mesure où celle-ci est compatible avec leur statut et avec la nature de leurs relations mutuelles.

Art. 3.

Les associations, les coopératives, les sociétés mutualistes, les sociétés anonymes, les sociétés à responsabilité limitée et les fondations possèdent la personnalité juridique.

Art. 4.

1. Il n'y a pas constitution d'une personne morale en l'absence d'un acte signé par un notaire ou d'une déclaration d'absence d'opposition dans la mesure où la loi l'exige pour l'avènement. L'absence de force d'authenticité d'un acte signé par un notaire n'empêche l'avènement de la personne morale que si cette personne morale ne devait voir le jour dans une dernière disposition faite dans cet acte.

2. Vernietiging van de rechtshandeling waardoor een rechtspersoon is ontstaan, tast diens bestaan niet aan. Het vervallen van de deelneming van een of meer oprichters van een rechtspersoon heeft op zichzelf geen invloed op de rechtsgeldigheid van de deelneming der overblijvende oprichters.

3. Is ten name van een niet bestaande rechtspersoon een vermogen gevormd, dan benoemt de rechter op verzoek van een belanghebbende of op vordering van het openbaar ministerie een of meer vereffenaars. Artikel 22 is van overeenkomstige toepassing.

4. Het vermogen wordt vereffend als dat van een ontbonden rechtspersoon in de voorgewende rechtsvorm. Degenen die zijn opgetreden als bestuurders, zijn hoofdelijk verbonden voor de tot dit vermogen behorende schulden die opeisbaar zijn geworden in het tijdvak waarin zij dit deden. Zij zijn eveneens verbonden voor de schulden die voortspruiten uit in die tijd ten behoeve van dit vermogen verrichte rechtshandelingen, voor zover daarvoor niemand ingevolge de vorige zin verbonden is. Ontbreken personen die ingevolge de vorige twee zinnen verbonden zijn, dan zijn degenen die handelden, hoofdelijk verbonden.

5. Indien alsnog een rechtspersoon wordt opgericht ter opvolging in het vermogen, kan de rechter desverzocht toestaan dat dit niet wordt vereffend, doch dat het in die rechtspersoon wordt ingebracht.

Art. 5.

Een rechtspersoon staat wat het vermogensrecht betreft, met een natuurlijk persoon gelijk, tenzij uit de wet het tegendeel voortvloeit.

Art. 6.

1. Op wijzigingen in statuten en reglementen en op ontbinding van de rechtspersoon, die krachtens dit boek moeten worden openbaar gemaakt, kan voordat deze openbaarmakingen en, in geval van statutenwijziging, de voorgeschreven openbaarmaking van de gewijzigde statuten zijn geschied, geen beroep worden gedaan tegen een wederpartij en derden die daarvan onkundig waren.

2. L'annulation de l'acte juridique par lequel une personne morale voit le jour n'en affecte pas l'existence. Le défaut de participation d'un ou plusieurs membres fondateurs d'une personne morale n'a en soi aucune influence sur la validité juridique de la participation des autres membres fondateurs.

3. Si un patrimoine a été constitué au nom d'une personne morale n'existant pas, le juge nomme un ou plusieurs liquidateurs sur demande d'une personne y ayant intérêt ou sur action du ministère public. L'article 22 s'applique par analogie.

4. Le patrimoine est liquidé comme celui d'une personne morale dissoute dans la forme juridique simulée. Ceux qui se sont comportés comme administrateurs sont solidairement responsables des dettes faisant partie du patrimoine et devenus exigibles au moment où il l'ont fait. Ils sont également responsables des dettes découlant des actes juridiques commis à cette époque pour les besoins de ce patrimoine dans la mesure où personne n'est responsable de celles-ci conformément à la phrase précédente. En l'absence de personnes responsables conformément aux deux phrases précédentes, les agissants sont responsables solidairement.

5. Si une personne morale est néanmoins dans le cadre de la reprise du patrimoine, le juge peut, sur demande, autoriser que celui-ci ne soit pas liquidé, mais qu'il soit apporté dans cette personne morale.

Art. 5.

Pour ce qui est du droit du patrimoine, la personne morale est égale à la personne physique sauf si le contraire découle de la loi.

Art. 6.

1. Ne peuvent être invoquées à l'encontre la partie adverse ou des tiers l'ignorant, les modifications de statuts et de règlements ainsi que la dissolution d'une personne morale devant être rendues publiques avant que n'aient eu lieu ces publications et, en cas de modification des statuts, la publication des statuts modifiés.

2. Een door de wet toegelaten beroep op statutaire onbevoegdheid van het bestuur of van een bestuurder tot vertegenwoordiging van de rechtspersoon bij een rechtshandeling kan tegen een wederpartij die daarvan onkundig was, niet worden gedaan, indien de beperking of uitsluiting van de bevoegdheid niet ten tijde van het verrichten van die rechtshandeling op de door de wet voorgeschreven wijzen was openbaar gemaakt. Hetzelfde geldt voor een beroep op een beperking van de vertegenwoordigings-bevoegdheid van anderen dan bestuurders, aan wie die bevoegdheid bij de statuten is toegekend.

3. De rechtspersoon kan tegen een wederpartij die daarvan onkundig was, niet de onjuistheid of onvolledigheid van de in het register opgenomen gegevens invoeren. Juiste en volledige inschrijving elders of openbaarmaking van de statuten is op zichzelf niet voldoende bewijs dat de wederpartij van de onjuistheid of onvolledigheid niet onkundig was.

4. Voor zover de wet niet anders bepaalt, kan de wederpartij van een rechtspersoon zich niet beroepen op onbekendheid met een feit dat op een door de wet aangegeven wijze is openbaar gemaakt, tenzij die openbaarmaking niet is geschied op elke wijze die de wet vereist of daarvan niet de voorgeschreven mededeling is gedaan.

5. De beide vorige leden gelden niet voor rechterlijke uitspraken die in het faillissementsregister of het surséanceregister zijn ingeschreven.

Art. 7.

Een door een rechtspersoon verrichte rechtshandeling is vernietigbaar, indien daardoor het doel werd overschreden en de wederpartij dit wist of zonder eigen onderzoek moest weten; slechts de rechtspersoon kan een beroep op deze grond tot vernietiging doen.

Art. 8.

1. Een rechtspersoon en degenen die krachtens de wet en de statuten bij zijn organisatie zijn betrokken, moeten zich als zodanig jegens elkander gedragen naar hetgeen door redelijkheid en billijkheid wordt gevorderd.

2. Il ne peut être fait un recours autorisé par la loi à une incompétence statutaire d'administration ou celle d'un administrateur à représenter la personne morale lors de la commission d'un acte juridique contre la partie adverse l'ignorant, si la restriction ou l'exclusion d'incompétence n'a pas été rendue publique au moment de la commission de cet acte juridique selon les modalités prévues par la loi. Cela vaut également pour l'invocation d'une restriction de compétence de

représentation d'autres personnes que les administrateurs à qui cette compétence a été attribuée par les statuts.

3. La personne morale ne pourra pas invoquer (invoquer) contre la partie adverse l'ignorant/n'en ayant pas connaissance, l'inexactitude ou le caractère incomplet des données portées au registre (public). L'inscription exact et complète faite en un autre lieu ou la publication des statuts ne constituent en eux-mêmes une preuve suffisante de l'absence d'ignorance de la partie adverse de l'inexactitude ou du caractère incomplet.

4. Sauf disposition contraire de la loi, la partie adverse d'une personne morale ne peut invoquer l'ignorance d'un fait rendu public selon un mode indiqué par la loi à moins que cette publication n'ait eu lieu selon toutes les modes requis par loi ou que la communication prescrite n'en ait pas eu lieu.

5. Les deux aliéas précédents ne valent pas pour les décisions judiciaires inscrites au registre des faillites ou à celui des sursis de paiement (accordés par le juge).

Art. 7.

L'acte juridique commis par une personne morale est annulable si l'objet (doel) est dépassé et que la partie adverse le savait ou devait le savoir sans l'avoir recherché; seule la personne morale peut invoquer ce motif d'annulation.

Art. 8.

1. La personne morale et ceux qui en vertu de la loi et des statuts sont impliqués dans son organisation, doivent/sont tenus de se comporter les uns envers les autres selon les exigences de la raison et de l'équité/de la bonne foi.

2. Een tussen hen krachtens wet, gewoonte, statuten, reglementen of besluit geldende regel is niet van toepassing voor zover dit in de gegeven omstandigheden naar maatstaven van redelijkheid en billijkheid onaanvaardbaar zou zijn.

Art. 9.

Elke bestuurder is tegenover de rechtspersoon gehouden tot een behoorlijke vervulling van de hem opgedragen taak. Indien het een aangelegenheid betreft die tot de werkring van twee of meer bestuurders behoort, is ieder van hen voor het geheel aansprakelijk terzake van een tekortkoming, tenzij deze niet aan hem is te wijten en hij niet nalatig is geweest in het treffen van maatregelen om de gevolgen daarvan af te wenden.

Art. 10.

1. Het bestuur is verplicht van de vermogenstoestand van de rechtspersoon en van alles betreffende de werkzaamheden van de rechtspersoon, naar de eisen die voortvloeien uit deze werkzaamheden, op zodanige wijze een administratie te voeren en de daartoe behorende boeken, bescheiden en andere gegevensdragers op zodanige wijze te bewaren, dat te allen tijde de rechten en verplichtingen van de rechtspersoon kunnen worden gekend.

2. Onverminderd het bepaalde in de volgende titels is het bestuur verplicht jaarlijks binnen zes maanden na afloop van het boekjaar de balans en de staat van baten en lasten van de rechtspersoon te maken en op papier te stellen.

3. Het bestuur is verplicht de in de leden 1 en 2 bedoelde boeken, bescheiden en andere gegevensdragers gedurende tien jaren te bewaren.

4. De op een gegevensdrager aangebrachte gegevens, uitgezonderd de op papier gestelde balans en staat van baten en lasten, kunnen op een andere gegevensdrager worden overgebracht en bewaard, mits de overbrenging geschiedt met juiste en volledige weergave der gegevens en deze gegevens gedurende de volledige bewaartijd beschikbaar zijn en binnen redelijke tijd leesbaar kunnen worden gemaakt.

2. La règle valant entre eux en vertu de la loi, des coutumes, des statuts, règlements ou d'une décision ne s'applique pas dans la mesure où dans les circonstances de l'espèce elle serait inacceptable selon les critères de la raison et de l'équité.

Art. 9.

Chaque administrateur est tenu à l'égard de la personne morale d'accomplir dûment la tâche dont il est chargé. S'il s'agit d'une affaire appartenant au domaine de travail de deux ou plusieurs administrateurs, chacun d'entre eux est responsable pour l'ensemble en cas de manquement sauf si celui-ci ne peut lui être imputer et s'il n'a pas été négligent dans la prise de mesures pour

en éviter les conséquences.

Art. 10.

1. Le conseil d'administration est tenu d'assurer la gestion comptable concernant l'état du patrimoine de la personne morale et de tout ce qui concerne les activités de la personne morale selon les exigences qui découlent de ces activités et d'en conserver les livres, documents et autres supports de données y ayant trait de telle sorte qu'à tout moment les droits et obligations de la personne morale puissent être connus.

2. Nonobstant les dispositions des titres suivants, le conseil d'administration est tenu de faire et de dresser sur papier chaque année dans les six mois qui suivent la clôture de l'exercice, le bilan et l'état de l'actif et du passif/des charges et produits de la personne morale.

3. Le conseil d'administration est tenu de conserver pendant dix années les livres, documents et autres supports de données visés aux alinéas 1 et 2.

4. Les données inscrites sur un support de données, exceptés le bilan et l'état de l'actif et du passif établi sur papier, peuvent être transférées et conservées sur un autre support de données à condition que le transfert ait lieu avec une restitution juste et complète des données et que ces données soient disponibles pendant toute la période de conservation et puissent être rendues lisibles dans un délai raisonnable.

Art. 10a.

Het boekjaar van een rechtspersoon is het kalenderjaar, indien in de statuten geen ander boekjaar is aangewezen.

Art. 11.

De aansprakelijkheid van een rechtspersoon als bestuurder van een andere rechtspersoon rust tevens hoofdelijk op ieder die ten tijde van het ontstaan van de aansprakelijkheid van de rechtspersoon daarvan bestuurder is.

Art. 12.

Het stemrecht over besluiten waarbij de rechtspersoon aan bepaalde personen, anders dan in hun hoedanigheid van lid, aandeelhouder of lid van een orgaan, rechten toekent of verplichtingen kwijtscheldt, kan door de statuten aan die personen en aan hun echtgenoot en bloedverwanten in de rechte lijn worden ontzegd.

Art. 13.

1. Een stem is nietig in de gevallen waarin een eenzijdige rechtshandeling nietig is; een stem kan niet worden vernietigd.
2. Een onbekwame die lid is van een vereniging, kan zijn stemrecht daarin zelf uitoefenen, voorzover de statuten zich daartegen niet verzetten; in andere gevallen komt de uitoefening van het stemrecht toe aan zijn wettelijke vertegenwoordiger.
3. Tenzij de statuten anders bepalen, is het in de vergadering van een orgaan van een rechtspersoon uitgesproken oordeel van de voorzitter omtrent de uitslag van een stemming beslissend. Hetzelfde geldt voor de inhoud van een genomen besluit, voor zover werd gestemd over een niet schriftelijk vastgelegd voorstel.
4. Wordt onmiddellijk na het uitspreken van het oordeel van de voorzitter de juistheid daarvan betwist, dan vindt een nieuwe stemming plaats, indien de meerderheid der vergadering of, indien de oorspronkelijke stemming niet hoofdelijk of schriftelijk geschiedde, een stemgerechtigde aanwezige dit verlangt. Door deze nieuwe stemming vervallen de rechtsgevolgen van de oorspronkelijke stemming.

Art. 10a.

L'exercice comptable de la personne morale est l'année civile si aucun autre exercice comptable n'est indiqué dans les statuts.

Art. 11.

La responsabilité d'une personne morale en qualité d'administrateur d'une autre personne morale repose

également solidairement sur chacun de ceux qui en étaient administrateur au moment de l'avènement de la responsabilité de la personne morale.

Art. 12.

Le droit de vote portant sur des décisions par lesquelles la personne morale accorde des droits ou décharge d'obligations certaines personnes autrement qu'en leur qualité de membre, associé, actionnaire ou membre d'un organe, peut être refusé par les statuts à ces personnes et à leurs époux et leurs parents en ligne directe

Art. 13.

1. Une voix est nulle dans les cas où un acte juridique unilatéral est nul; une voix ne peut pas être annulée.
2. L'incapable membre d'une association peut y exercer lui-même son droit de vote pour autant que les statuts ne s'y opposent pas; dans les autres cas, l'exercice du droit de vote revient à son représentant légal.
3. Sauf dispositions contraires des statuts, le jugement du président quant au résultat d'un vote prononcé lors de la réunion d'un organe est décisif. Ceci vaut également pour le contenu d'une décision prise dans la mesure où le vote a porté sur une décision qui n'est pas mise par écrit.
4. Si, immédiatement après le prononcé du jugement du président, la justesse en est contestée, un nouveau vote a lieu si la majorité ou, si le vote d'origine/le premier vote n'a pas eu lieu par appel nominal ou par écrit, une personne présente ayant droit de vote le réclame. Du fait de ce nouveau vote, les conséquences juridiques du premier vote disparaissent.

Art. 14.

1. Een besluit van een orgaan van een rechtspersoon, dat in strijd is met de wet of de statuten, is nietig, tenzij uit de wet iets anders voortvloeit.

2. Is een besluit nietig, omdat het is genomen ondanks het ontbreken van een door de wet of de statuten voorgeschreven voorafgaande handeling van of mededeling aan een ander dan het orgaan dat het besluit heeft genomen, dan kan het door die ander worden bekrachtigd. Is voor de ontbrekende handeling een vereiste gesteld, dan geldt dat ook voor de bekrachtiging.

3. Bekrachtiging is niet meer mogelijk na afloop van een redelijke termijn, die aan de ander is gesteld door het orgaan dat het besluit heeft genomen of door de wederpartij tot wie het was gericht.

Art. 15.

1. Een besluit van een orgaan van een rechtspersoon is, onverminderd het elders in de wet omtrent de mogelijkheid van een vernietiging bepaalde, vernietigbaar:

a. wegens strijd met wettelijke of statutaire bepalingen die het tot stand komen van besluiten regelen;

b. wegens strijd met de redelijkheid en billijkheid die door artikel 8 worden geëist;

c. wegens strijd met een reglement.

2. Tot de bepalingen als bedoeld in het vorige lid onder a, behoren niet die welke de voorschriften bevatten waarop in artikel 14 lid 2 wordt gedoeld.

3. Vernietiging geschiedt door een uitspraak van de rechtbank van de woonplaats van de rechtspersoon:

a. op een vordering tegen de rechtspersoon van iemand die een redelijk belang heeft bij de naleving van de verplichting die niet is nagekomen, of

Art. 14.

1. La décision d'un organe d'une personne morale contraire à la loi ou aux statuts est nulle sauf si le contraire découle de la loi.

2. Si une décision est nulle parce que prise malgré l'absence de l'acte préalable d'une autre personne que l'organe ayant pris cette décision ou de communication à une autre personne que l'organe ayant pris cette décision tels que prévus par la loi ou les statuts, elle pourra être régularisée par cette autre personne. Si une condition a été posée pour l'acte manquant, cela vaut alors également pour la régularisation.

3. La régularisation n'est plus possible après écoulement d'un délai raisonnable donné à l'autre personne par l'organe ayant pris la décision ou la partie adverse à qui elle était adressée.

Art. 15.

1. Nonobstant les autres dispositions légales quant à la possibilité d'annulation, la décision d'un organe d'une personne morale est annulable:

a. lorsqu'elle est contraire aux dispositions légales ou statutaires qui règlent l'avènement de décisions;

b. lorsqu'elle est à la raison et à l'équité exigées par l'article 8;

c. lorsqu'elle est contraire à un règlement.

2. Ne font pas partie des dispositions telles que visées à l'alinéa précédent point a celles contenant contenant des prescriptions auxquelles renvoie l'article 14 alinéa 2.

3. L'annulation se fait par la décision du tribunal d'arrondissement du siège (domicile) de la personne morale:

a. sur demande contre la personne morale de la part d'une personne ayant raisonnablement intérêt à ce que soit respectée l'obligation à laquelle il n'a pas été donné suite./qui n'a pas été satisfaite/qui n'a pas été exécutée.

b. op vordering van de rechtspersoon zelf, ingesteld krachtens bestuursbesluit tegen degene die door de president der rechtbank is aangewezen op een daartoe gedaan verzoek van de rechtspersoon; in dat geval worden de kosten van het geding door de rechtspersoon gedragen.

4. Indien een bestuurder in eigen naam de vordering instelt, verzoekt de rechtspersoon de president der rechtbank iemand aan te wijzen, die terzake van het geding in de plaats van het bestuur treedt.

5. De bevoegdheid om vernietiging van het besluit te vorderen, vervalt een jaar na het einde van de dag, waarop hetzij aan het besluit voldoende bekendheid is gegeven, hetzij de belanghebbende van het besluit kennis heeft genomen of daarvan is verwittigd.

6. Een besluit dat vernietigbaar is op grond van lid 1 onder a, kan door een daartoe strekkend besluit worden bevestigd; voor dit besluit gelden dezelfde vereisten als voor het te bevestigen besluit. De bevestiging werkt niet zolang een tevoren ingestelde vordering tot vernietiging aanhangig is. Indien de vordering wordt toegewezen, geldt het vernietigde besluit als opnieuw genomen door het latere besluit, tenzij uit de strekking van dit besluit het tegendeel voortvloeit.

Art. 16.

1. De onherroepelijke uitspraak die de nietigheid van een besluit van een rechtspersoon vaststelt of die zulk een besluit vernietigt, is voor een ieder, behoudens request civiel of derdenverzet, bindend, indien de rechtspersoon partij in het geding is geweest. Request civiel komt ieder lid of aandeelhouder toe.

2. Is het besluit een rechtshandeling van de rechtspersoon, die tot een wederpartij is gericht, of is het een vereiste voor de geldigheid van zulk een rechtshandeling, dan kan de nietigheid of vernietiging van het besluit niet aan die wederpartij worden tegengeworpen, indien deze het gebrek dat aan het besluit kleefde, kende noch behoefde te kennen. Niettemin kan de nietigheid of vernietiging van een besluit tot benoeming van een bestuurder of een commissaris aan de benoemde worden tegengeworpen; de rechtspersoon vergoedt echter diens schade, indien hij het gebrek in het besluit kende noch behoefde te kennen.

b. sur demande de la personne morale elle-même, introduite en vertu d'une décision du conseil d'administration contre celui qui a été désigné par le président du tribunal (d'arrondissement) suite à une requête faite à cet effet par la personne morale; dans ce cas les frais de justice sont supportés par la personne morale.

4. Si un administrateur introduit la demande en son nom propre, la personne morale demande au président du tribunal de désigner quelqu'un qui comparaitra en

cette affaire en lieu et place du conseil d'administration.

5. La compétence de demande d'annulation de la décision, échoit un an au terme du jour où, soit il a été suffisamment donné connaissance de la décision, soit l'intéressé a pris connaissance de la décision ou en a été averti.

6. Une décision annulable en vertu du point a de l'alinéa 1 peut être régularisée par une décision visant cet effet; les mêmes conditions valent pour cette décision que pour celle à régulariser. La régularisation ne produit pas d'effet tant qu'une demande en annulation préalablement introduite est pendante/est en cours. S'il est donné satisfaction à la demande, la décision annulée vaut comme étant reprise par une décision ultérieure sauf si le contraire découle de la portée de la décision.

Art. 16.

1. La décision judiciaire irrévocable constatant la nullité de la décision d'une personne morale ou annulant une telle décision, lie chacun/a un caractère obligatoire pour chacun, sauf requête civile ou tierce opposition, si la personne morale a été partie au procès.

2. Si la décision constitue un acte juridique de la personne juridique adressée à une autre partie, ou s'il s'agit d'une condition pour la validité d'un tel acte juridique, la nullité ou l'annulabilité ne peuvent alors pas être opposées à cette autre partie si celle-ci ne connaissait pas ni ne devait connaître le défaut entâchant à la décision. Néanmoins la nullité ou l'annulabilité de la décision de nomination d'un administrateur ou d'un commissaire aux comptes ne peut pas être opposée à la partie ci-dessus nommée; la personne morale la dédommagera cependant si elle ne connaissait pas ni ne devait connaître le défaut de la décision.

Art. 17.

Een rechtspersoon wordt opgericht voor onbepaalde tijd.

Art. 18.

1. Een rechtspersoon kan zich met inachtneming van de volgende leden omzetten in een andere rechtsvorm.

2. Voor omzetting zijn vereist:

a. een besluit tot omzetting, genomen met inachtneming van de vereisten voor een besluit tot statutenwijziging en, tenzij een stichting zich omzet, genomen met de stemmen van ten minste negen tienden van de uitgebrachte stemmen;

b. een besluit tot wijziging van de statuten;

c. een notariële akte van omzetting die de nieuwe statuten bevat.

3. De in het vorige lid onder a genoemde meerderheid is niet vereist voor een omzetting van een naamloze vennootschap in een besloten vennootschap of omgekeerd.

4. Voor de omzetting van of in een stichting en van een naamloze of besloten vennootschap in een vereniging is bovendien rechterlijke machtiging vereist.

5. Slechts de rechtspersoon kan machtiging tot omzetting verzoeken aan de rechtbank, onder overlegging van een notarieel ontwerp van de akte. Zij wordt in elk geval geweigerd, indien een vereist besluit nietig is of indien een rechtsvordering tot vernietiging daarvan aanhangig is. Zij wordt geweigerd, indien de belangen van stemgerechtigden die niet hebben ingestemd of van anderen van wie ten minste iemand zich tot de rechter heeft gewend, onvoldoende zijn ontzien. Indien voor de omzetting machtiging van de rechter is vereist, verklaart de notaris in de akte van omzetting dat de machtiging op het ontwerp van de akte is verleend.

Art. 17.

Les personnes morales sont créées pour une période indéterminée.

Art. 18.

1. Toute personne morale peut prendre une autre forme juridique pour autant que les alinéas suivants soient observés.

2. Sont requis pour une transformation:

a. une décision de transformation prise dans le respect des conditions nécessaires à une décision de modification des statuts et, sauf pour la transformation

d'une fondation, prise à une majorité d'au moins neuf dixièmes des voix exprimées;

b. une décision de modification des statuts;

c. un acte notarié de transformation contenant les nouveaux statuts.

3. La majorité mentionnée au point a de l'alinéa précédent n'est pas requise pour la transformation d'une "société anonyme" en une "société à responsabilité limitée" et inversement.

4. Pour la transformation d'une fondation ou en une fondation et d'une société anonyme ou à responsabilité limitée en une association, une autorisation judiciaire est de plus requise.

5. Seule la personne morale peut demander autorisation de transformation au tribunal par présentation d'un projet notarié de l'acte. Elle sera en tout cas refusée si la décision requise est nulle ou si une action en annulation de celle-ci est litispendante. Elle sera refusée en l'absence de respect suffisant des intérêts des personnes ayant droit de vote qui n'ont pas donné leur accord ou d'autres personnes dont l'une d'elles au moins s'est adressée au juge. Si l'autorisation du juge est requise pour la transformation, le notaire déclare dans l'acte de transformation que l'autorisation a été accordée au vu du projet d'acte.

6. Na omzetting van een stichting moet uit de statuten blijken dat het vermogen dat zij bij de omzetting heeft en de vruchten daarvan slechts met toestemming van de rechter anders mogen worden besteed dan voor de omzetting was voorgeschreven. Hetzelfde geldt voor de statuten van een rechtspersoon voor zover dit vermogen en deze vruchten daarop krachtens fusie zijn overgegaan.

7. De rechtspersoon doet opgave van de omzetting ter inschrijving in de registers waarin hij moet zijn en moet worden ingeschreven dan wel als vereniging vrijwillig is ingeschreven.

8. Omzetting beëindigt het bestaan van de rechtspersoon niet.

Art. 19.

1. Een rechtspersoon wordt ontbonden:

a. door een besluit van de algemene vergadering of, indien de rechtspersoon een stichting is, door een besluit van het bestuur tenzij in de statuten anders is voorzien;

b. bij het intreden van een gebeurtenis die volgens de statuten de ontbinding tot gevolg heeft, en die niet een besluit of een op ontbinding gerichte handeling is;

c. na faillietverklaring door hetzij opheffing van het faillissement wegens de toestand van de boedel, hetzij door insolventie;

d. door het geheel ontbreken van leden, indien de rechtspersoon een vereniging, een coöperatie of een onderlinge waarborgmaatschappij is;

e. door een beschikking van de Kamer van Koophandel en Fabrieken als bedoeld in artikel 19a;

f. door de rechter in de gevallen die de wet bepaalt.

6. Après transformation de la fondation il doit ressortir des statuts que le patrimoine qu'elle a lors de la transformation et que les fruits de ce patrimoine ne pourront être utilisés différemment des prescriptions antérieures à la transformation qu'avec l'accord du juge. Cela vaut également pour les statuts de la personne morale dans la mesure où ce patrimoine et les fruits de celui-ci ont été transférés du fait d'une fusion.

7. La personne morale déclare la transformation pour inscription dans les registres [publics] à dans lesquels elle doit se trouver ou doit être inscrite ou est encore inscrite volontairement en tant qu'association.

8. La transformation ne met pas fin à l'existence de la personne morale.

Art. 19.

1. La personne morale est/Les personnes morales sont dissoutes

a. par décision de l'assemblée générale ou, si la personne morale est une fondation, par décision du conseil d'administration, sauf disposition contraire des statuts;

b. lors de la survenance d'un évènement ayant, selon les statuts, pour conséquence la dissolution, et qui n'est pas une décision ou une acte visant la dissolution;

c. suite à la déclaration de faillite²⁸, soit par suspension de la faillite en raison de l'état du patrimoine, soit en raison d'insolvabilité.

d. par l'absence complète de membres si la personne morale est une association, une coopérative ou une société mutualiste.

e. par décision de la Chambre de Commerce et d'Industrie telle que visée par l'article 19a;

f. par le juge dans les cas prévus par la loi.

²⁸ Voir Loi néerlandaise sur les Faillites

2. De rechtbank verklaart op verzoek van het bestuur of van een belanghebbende, of op vordering van het openbaar ministerie, of en op welk tijdstip de rechtspersoon is ontbonden in een geval als bedoeld in lid 1 onder b of d. De beschikking is voor een ieder bindend. Is de rechtspersoon in een register ingeschreven, dan wordt de in kracht van gewijsde gegane uitspraak, inhoudende de verklaring, door de zorg van de griffier aldaar ingeschreven.

3. Aan de registers waar de rechtspersoon is ingeschreven wordt van de ontbinding opgaaf gedaan: in de gevallen als bedoeld in lid 1, onder a, b en d door de vereffenaar, indien deze er is en anders door het bestuur, in het geval als bedoeld in lid 1, onder c door de faillissementscurator, in het geval als bedoeld in lid 1, onder e door de Kamer van Koophandel en Fabrieken en in het geval als bedoeld in lid 1 onder f door de griffier van het betrokken gerecht.

4. Indien de rechtspersoon op het tijdstip van zijn ontbinding geen baten meer heeft, houdt hij alsdan op te bestaan. In dat geval doet het bestuur of, bij toepassing van artikel 19a, de Kamer van Koophandel en Fabrieken, daarvan opgaaf aan de registers waar de rechtspersoon is ingeschreven.

5. De rechtspersoon blijft na ontbinding voortbestaan voor zover dit tot vereffening van zijn vermogen nodig is. In stukken en aankondigingen die van hem uitgaan, moet aan zijn naam worden toegevoegd: in liquidatie.

6. De rechtspersoon houdt in geval van vereffening op te bestaan op het tijdstip waarop de vereffening eindigt. De vereffenaar of de faillissementscurator doet aan de registers waar de rechtspersoon is ingeschreven, daarvan opgaaf.

7. De gegevens die omtrent de rechtspersoon in de registers zijn opgenomen op het tijdstip waarop hij ophoudt te bestaan, blijven daar gedurende tien jaren na dat tijdstip bewaard.

2. Le tribunal déclare, sur requête du conseil d'administration ou d'un intéressé, ou sur réquisitoire du ministère public, si la personne morale est dissoute et à quel moment dans un des cas visés à l'alinéa 1, points b ou d. L'ordonnance a un caractère obligatoire pour chacun. Si la personne morale est inscrite dans un registre [public], la décision passée en force de chose jugée contenant la déclaration y sera inscrite par les soins du greffier.

3. La dissolution sera communiquée aux registres publics où la personne morale est inscrite: dans les cas visés par l'alinéa premier point a, b et d, par le liquidateur si celui-ci existe, sinon par le conseil d'administration, dans le cas visé à l'alinéa 1, point c par l'administrateur judiciaire, dans le cas visé par l'alinéa 1 point e par la Chambre de Commerce et d'Industrie et dans le cas visé par l'alinéa 1 point f par le greffier du tribunal cantonal en question.

4. Si, au moment de sa dissolution, la personne morale n'a plus d'actif, elle cesse d'exister. Dans ce cas, le conseil d'administration ou, en application de l'article 19a, la Chambre de Commerce et d'Industrie, en fait part aux registres publics où la personne morale est inscrite.

5. Après sa dissolution, la personne morale continue d'exister dans la mesure où cela est nécessaire à la liquidation de son patrimoine. Dans les pièces et avis qui émanent, la mention "en liquidation" doit être adjointe à sa dénomination.

6. En cas de liquidation, la personne morale cesse d'exister au moment où cesse la liquidation. Le liquidateur ou l'administrateur judiciaire en fait part aux registres publics où la personne morale est inscrite.

7. Les renseignements concernant la personne morale inscrits dans les registres publics au moment où elle cesse d'exister continuent à y être conservés pendant dix ans après ce moment.

Art. 19a.

1. Een in het handelsregister ingeschreven naamloze vennootschap, besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid, coöperatie of onderlinge waarborgmaatschappij wordt door een beschikking van de Kamer van Koophandel en Fabrieken, in welker gebied die rechtspersoon zijn woonplaats heeft, ontbonden, indien de Kamer is gebleken dat ten minste twee van de hiernavolgende omstandigheden zich voordoen:

a. de rechtspersoon heeft het voor zijn inschrijving in het handelsregister of voor de inschrijving van een aan hem toebehorende onderneming verschuldigde bedrag niet voldaan gedurende ten minste een jaar na de datum waarvoor hij dat bedrag had moeten voldoen;

b. er staan gedurende ten minste een jaar geen bestuurders van de rechtspersoon in het register ingeschreven, terwijl ook geen opgaaf tot inschrijving is gedaan, dan wel er doet zich, indien er wel bestuurders staan ingeschreven, met betrekking tot alle ingeschreven bestuurders een van de navolgende omstandigheden voor:

1°. een bestuurder is overleden,

2°. de bestuurder is ten minste een jaar niet bereikbaar gebleken op het in het register vermelde adres, en evenmin op het in de gemeentelijke basisadministratie persoonsgegevens ingeschreven adres, dan wel in die administratie staat ten minste een jaar geen adres van de bestuurder vermeld;

c. de rechtspersoon is ten minste een jaar in gebreke met de nakoming van de verplichting tot openbaarmaking van de jaarrekening of de balans en de toelichting overeenkomstig de artikelen 394, 396 of 397;

d. de rechtspersoon heeft ten minste een jaar geen gevolg gegeven aan een aanmaning als bedoeld in artikel 9, lid 3 van de Algemene wet inzake rijksbelastingen tot het doen van aangifte voor de vennootschapsbelasting.

Art. 19a.

1. Une société anonyme, une société à responsabilité limitée, une société coopérative ou une société mutualiste inscrite au registre du commerce et des sociétés est dissoute par décision²⁹ de la Chambre de Commerce et d'Industrie dans le ressort de laquelle la personne morale a son siège s'il apparaît à la Chambre qu'au moins deux des circonstances suivantes se produisent:

²⁹ "beschikking" est traduit par un terme neutre (décision), les Chambres de Commerce et d'Industrie françaises n'ayant pas de telles prérogatives (vérifier, txt de loi ou sim.)

a. la personne morale ne s'est pas acquittée du montant dû au titre de son inscription au Registre du commerce et des sociétés ou de l'inscription de l'une des entreprises lui appartenant dans un délai au moins égal à un an après la date à laquelle elle aurait dû s'acquitter de ce montant;

b. aucun administrateur de la personne morale n'est inscrit au registre pendant au moins un an tandis qu'aucun avis en vue d'une inscription n'a été faite, ou, dans le cas où des administrateurs sont effectivement inscrits, l'une des circonstances suivantes se produit concernant tous les administrateurs inscrits:

1°. un administrateur est décédé,

2°. l'administrateur s'avère être injoignable depuis au moins un an à l'adresse mentionnée dans le registre, de même qu'à l'adresse inscrite au registre communale de la population ou que cette administration ne mentionne plus l'adresse de l'administrateur depuis au moins un an;

c. la personne morale manque depuis au moins un an à son obligation de publication de ses comptes annuels³⁰ ou de son bilan et de l'annexe à conformément aux articles 394, 396 ou 397;

d. la personne morale n'a, depuis au moins un an, pas donné suite à une injonction de déclaration en vue de l'impôt sur les sociétés telle que visée par l'article 9, alinea 3 de la Loi générale relative aux impôts nationaux.

³⁰³. jaarrekening = compte de résultats + bilan

2. Een in het verenigingen- of stichtingenregister ingeschreven vereniging of stichting, die niet een onderneming drijft die in het handelsregister staat ingeschreven, wordt door een beschikking van de Kamer van Koophandel en Fabrieken, binnen welker gebied zij haar woonplaats heeft, ontbonden, indien de Kamer is gebleken, dat de omstandigheid, genoemd in lid 1 onder b, zich voordoet en zij ten minste een jaar in gebreke is het voor inschrijving in het desbetreffende register verschuldigde bedrag te voldoen.

3. Indien de Kamer op grond van haar bekende gegevens gebleken is dat een rechtspersoon als bedoeld in de leden 1 en 2 voor ontbinding in aanmerking komt, deelt zij de rechtspersoon en de ingeschreven bestuurders bij aangetekende brief aan hun laatst bekende adres mee, dat zij voornemens is tot ontbinding van de rechtspersoon over te gaan, met vermelding van de omstandigheden waarop het voornemen is gegrond. De Kamer schrijft deze mededeling in het register. Als de omstandigheid, bedoeld in lid 1, onder b zich voordoet, doet de Kamer van het voornemen tot ontbinding tevens een mededeling opnemen in de Nederlandse Staatscourant. Voor zover de kosten van deze publikatie niet uit het vermogen van de rechtspersoon kunnen worden voldaan, komen deze ten laste van Onze Minister van Justitie.

4. Na verloop van acht weken na de dagtekening van de aangetekende brief ontbindt de Kamer de rechtspersoon bij beschikking, tenzij voordien is gebleken dat de omstandigheden die ingevolge het derde lid zijn vermeld, zich niet of niet meer voordoen.

5. De beschikking wordt bekend gemaakt aan de rechtspersoon en de ingeschreven bestuurders.

6. De Kamer doet van de ontbinding een mededeling opnemen in de Nederlandse Staatscourant. Lid 3, vierde zin, is van overeenkomstige toepassing.

2. L'association ou la fondation inscrite au registre des associations ou au registre des fondations n'exploitant pas d'entreprise inscrite au registre du commerce, est dissoute par décision de la Chambre de Commerce et d'Industrie s'il apparaît à la Chambre que se produisent les circonstances mentionnées à l'alinéa 1, point b et qu'elle omet depuis au moins un an de s'acquitter du montant dû pour cette inscription dans le registre concerné.

3. S'il apparaît à la Chambre en raison de renseignements dont elle a connaissance qu'une personne morale telle que visée aux alinéas 1 et 2 entretient en ligne de compte pour être dissoute, elle fait savoir à la personne morale et aux administrateurs inscrits par lettre recommandée envoyée à leur dernière adresse connue qu'elle a l'intention de procéder à la dissolution de la personne morale tout en mentionnant

les circonstances sur lesquelles s'appuie cette intention. La Chambre inscrit cet avis au registre. Si les circonstances visées à l'alinéa 1 point b se produisent, la Chambre fait également insérer dans le *Nederlandse Courant*³¹ un avis de son intention de dissolution. Dans le mesure où les frais de cette publication ne peuvent pas être réglés avec le patrimoine de la personne morale, celle-ci est à la charge de Notre Ministre de la Justice.

4. Au terme de huit semaines après signature de la lettre recommandée, la Chambre dissout la personne morale par décision sauf s'il est apparu précédemment/avant cela que les circonstances qui sont mentionnées à la suite du troisième alinéa ne se produisent pas ou ne se produisent plus.

5. La décision est portée à la connaissance de la personne morale et des administrateurs inscrits.

6. La Chambre fait insérer un avis de dissolution au *Nederlandse Staatscourant*. L'alinéa 3, quatrième phrase s'applique par analogie.

³¹ Organe officiel du Royaume des Pays-Bas (Pays-Bas métropolitains et d'outre-mer) destiné à la publication des arrêtés royaux, des dispositions ministérielles (ministériële beschikkingen), des circulaires ministérielles et des déclarations obligatoires telles que les retraits de permis de conduire, les faillites, les sursis de paiement, les modifications de régimes matrimoniaux, les divorces.

7. Als op grond van artikel 23, lid 1 geen vereffenaars kunnen worden aangewezen, treedt de Kamer op als vereffenaar van het vermogen van de ontbonden rechtspersoon, behoudens het bepaalde in artikel 19, lid 4. Op verzoek van de Kamer benoemt de rechtbank in haar plaats een of meer andere vereffenaars.

8. Indien tegen een beschikking als bedoeld in lid 4, beroep wordt ingesteld bij het College van Beroep voor het bedrijfsleven schrijft de Kamer dat in het register in. De beslissing op het beroep wordt tevens ingeschreven. Indien de beslissing strekt tot vernietiging van de beschikking doet de Kamer een mededeling daarvan opnemen in de Nederlandse Staatscourant. Gedurende het tijdvak waarin de rechtspersoon na de beschikking tot ontbinding had opgehouden te bestaan, is er een verlengingsgrond als bedoeld in artikel 320 van Boek 3 ten aanzien van de verjaring van rechtsvorderingen van of tegen de rechtspersoon.

Art. 20.

1. Een rechtspersoon waarvan de werkzaamheid in strijd is met de openbare orde, wordt door de rechtbank op vordering van het openbaar ministerie verboden verklaard en ontbonden.

2. Een rechtspersoon waarvan het doel in strijd is met de openbare orde, wordt door de rechtbank op vordering van het openbaar ministerie ontbonden. Alvorens de ontbinding uit te spreken kan de rechtbank de rechtspersoon in de gelegenheid stellen binnen een door haar te bepalen termijn zijn doel zodanig te wijzigen dat het niet meer in strijd is met de openbare orde.

Art. 21.

1. De rechtbank ontbindt een rechtspersoon, indien:

- a. aan zijn totstandkoming gebreken kleven;
- b. zijn statuten niet aan de eisen der wet voldoen;
- c. hij niet onder de wettelijke omschrijving van zijn rechtsvorm valt.

2. De rechtbank ontbindt de rechtspersoon niet, indien zij hem een termijn vergund heeft en hij na afloop daarvan een rechtspersoon is die aan de eisen van de wet voldoet.

7. Si aucun liquidateur n'a été désigné en vertu de l'article 23, alinéa 1, la Chambre joue le rôle de liquidateur du patrimoine de la personne morale dissoute, excepté les dispositions de l'article 19, alinéa

4. A la demande de la Chambre, le tribunal d'arrondissement désigne en ses lieu et place un ou plusieurs liquidateurs.

8. Si un recours est introduit auprès de la Formation

collégiale d'Appel pour la vie des Entreprises contre la décision telle que visée à l'alinéa 4, la Chambre l'inscrit au registre. La décision rendue suite au recours est également inscrite. Si cette décision porte annulation de la décision de la Chambre, celle-ci en fait insérer avis au Nederlandse Staatscourant. La période au cours de laquelle la personne morale avait cessé d'exister suite à la décision de la Chambre constitue un motif de prolongation tel que visé par l'article 320 du Livre 3 quant à la prescription des actions en justice à l'encontre ou de la part de la personne morale.

Art. 20.

1. La personne morale dont les activités sont contraires à l'ordre public est déclarée interdite et dissoute par le tribunal d'arrondissement sur action du Ministère Public.

2. La personne morale dont l'objet est contraire à l'ordre public est dissoute par le tribunal d'arrondissement sur action du Ministère Public. Avant le prononcé de cette dissolution, le tribunal peut, dans un délai qu'il aura fixé, donner la possibilité à la morale morale de modifier son objet de telle sorte qu'il ne soit plus contraire à l'ordre public.

Art. 21.

1. Le tribunal d'arrondissement dissout une personne morale si:

- a. des vices entâchent son avènement;
- b. ses statuts ne satisfont pas aux exigences de la loi;
- c. elle ne tombe pas sous la description légale de sa forme juridique

2. Le tribunal d'arrondissement ne dissout pas la personne morale s'il lui a accordé un délai et si, après expiration de celui-ci, elle est une personne morale qui satisfait aux exigences de la loi.

3. De rechtbank kan een rechtspersoon ontbinden, indien deze de in dit boek voor zijn rechtsvorm gestelde verboden overtreedt of in ernstige mate in strijd met zijn statuten handelt.

4. De ontbinding wordt uitgesproken op verzoek van een belanghebbende of op vordering van het openbaar ministerie.

Art. 22.

1. De rechter voor wie een verzoek of vordering tot ontbinding van de rechtspersoon aanhangig is, kan de goederen van die rechtspersoon desverlangd onder bewind stellen; de beschikking vermeldt het tijdstip waarop zij in werking treedt.

2. De rechter benoemt bij zijn beschikking een of meer bewindvoerders, en regelt hun bevoegdheden en hun beloning.

3. Voor zover de rechter niet anders bepaalt, kunnen de organen van de rechtspersoon zonder voorafgaande goedkeuring van de bewindvoerder geen besluiten nemen en kunnen vertegenwoordigers van de rechtspersoon zonder diens medewerking geen rechtshandelingen verrichten.

4. De beschikking kan te allen tijde door de rechter worden gewijzigd of ingetrokken; het bewind eindigt in ieder geval, zodra de uitspraak op de vordering of het verzoek tot ontbinding in kracht van gewijsde gaat.

5. De bewindvoerder doet aan de registers waar de rechtspersoon is ingeschreven, opgaaf van de beschikking en van de gegevens over zichzelf die omtrent een bestuurder worden verlangd.

6. Een rechtshandeling die de rechtspersoon ondanks zijn uit het bewind voortvloeiende onbevoegdheid vòòr de inschrijving heeft verricht, is niettemin geldig, indien de wederpartij het bewind kende noch behoorde te kennen.

3. Le tribunal d'arrondissement peut dissoudre une personne morale si celle-ci enfreint les interdictions énoncés dans ce livre pour sa forme juridique ou si elle agit gravement de manière contraire à ses statuts.

4. La dissolution est prononcée à la demande de tout intéressé ou sur action du Ministère Public.

Art. 22.

1. Le juge devant lequel est pendante la demande de dissolution d'une personne intéressée ou ou l'action en dissolution du Ministère Public, peut, le cas échéant, placer les biens de la personne morale sous administration de justice; la décision mentionnera le

moment à partir duquel elle entrera en vigueur.

2. Dans sa décision, le juge nomme un ou plusieurs administrateurs et règle leurs compétences et leur rémunération.

3. Sauf disposition contraire du juge, les organes de la personne morale ne peuvent pas prendre de décisions sans approbation préalable et les représentants de la personne morale ne peuvent pas commettre d'actes juridiques sans sa collaboration.

4. La décision peut à tout moment être modifiée ou révoquée par le juge; l'administration cesse dans tous les cas dès que la décision prononcée suite à la demande de ou l'action en dissolution passe en force de chose jugée.

5. L'administrateur transmet aux registres dans lesquels est inscrite la personne morale la décision et les renseignements le concernant et correspondant à ceux demandés à chaque administrateur.

6. L'acte juridique commis par la personne morale avant l'inscription malgré son incapacité découlant de l'administration de justice est néanmoins valide si la partie adverse ne connaissait pas ni ne devait pas connaître la mesure d'administration.

Art. 22a.

1. Voor of bij het instellen van een vordering door het openbaar ministerie tot ontbinding van een naamloze vennootschap of een besloten vennootschap met beperkte aansprakelijkheid, kan het openbaar ministerie de rechter bij verzoekschrift vragen te bevelen dat, tot de uitspraak op genoemde vordering in kracht van gewijsde gaat, aan de aandeelhouders de bevoegdheid tot het vervreemden, verpanden of met vruchtgebruik belasten van aandelen wordt ontzegd.

2. De rechter beslist na summier onderzoek. Het bevel wordt gegeven onder voorwaarde dat het instellen van de vordering tot ontbinding geschiedt binnen een door de rechter daartoe te bepalen termijn. Tegen deze beschikking is geen hogere voorziening toegelaten.

3. De beschikking wordt onverwijld, zo mogelijk op dezelfde dag, betekend aan de aandeelhouders en de vennootschap. De griffier draagt zorg voor de inschrijving van de beschikking in het register waarin de rechtspersoon is ingeschreven.

4. Binnen acht dagen na de betekening in het vorige lid vermeld kunnen de aandeelhouders tegen de beschikking in verzet komen. Het verzet schorst het bevel niet, behoudens de bevoegdheid van de aandeelhouders om daarop in kort geding door de president van de rechtbank te doen beslissen. Verzet tegen de beschikking kan niet gegrond zijn op de bewering dat de aandeelhouder zijn aandelen wil overdragen.

5. De vordering tot ontbinding moet binnen acht dagen nadat deze is ingesteld aan de aandeelhouder worden betekend.

Art. 23.

1. Voor zover de rechter geen andere vereffenaars heeft benoemd en de statuten geen andere vereffenaars aanwijzen, worden de bestuurders vereffenaars van het vermogen van een ontbonden rechtspersoon. Op vereffenaars die niet door de rechter worden benoemd, zijn de bepalingen omtrent de benoeming, de schorsing, het ontslag en het toezicht op bestuurders van toepassing, voor zover de statuten niet anders bepalen. Het vermogen van een door de rechter ontbonden rechtspersoon wordt vereffend door een of meer door hem te benoemen vereffenaars.

Art. 22a.

1. Préalablement ou lors de l'introduction d'une action en dissolution d'une société anonyme ou d'une société à responsabilité limitée de la part du Ministère Public, ce dernier peut, par requête adressée au juge, demander qu'avant que le jugement prononcé suite à cette demande ne passe en force de chose jugée, il ordonne que les associés et actionnaires soient privés de leur capacité d'aliéner leurs parts et/ou actions, de les gager ou de les grever d'un usufruit.

2. Le juge prend sa décision après examen sommaire. L'ordonnance est rendue à la condition que l'introduction de l'action en dissolution ait lieu dans un délai prévu à cet effet et qui sera fixé par le juge. Aucun recours contre cette décision n'est autorisé.

3. La décision est notifiée sans tarder, si possible le jour-même aux associés et actionnaires et à la société. Le greffier pourvoit à l'inscription de la décision au registre dans lequel la personne morale a été inscrite.

4. Dans les huit jours suivant la notification mentionnée à l'alinéa précédent, les associés et les actionnaires peuvent faire opposition à cette décision. L'opposition ne suspend pas l'ordonnance à l'exception de la capacité des actionnaires et des associés à en faire décider en référé par le président du tribunal. L'opposition contre la décision ne saurait être fondée par l'affirmation de la volonté d'un associé ou d'un actionnaire de transférer ses parts ou ses actions.

5. L'action en dissolution doit être notifiée à l'actionnaire ou à l'associé dans les huit jours suivant son introduction.

Art. 23.

1. Pour autant que le juge n'a pas nommé d'autres liquidateurs et que les statuts ne désignent pas d'autres

liquidateurs, les administrateurs deviennent les liquidateurs du patrimoine de la personne morale dissoute. Aux liquidateurs qui ne sont pas nommés par le juge s'appliquent les dispositions concernant la nomination, la suspension, le congé et la surveillance des administrateurs pour autant que les statuts n'en disposent pas différemment. Le patrimoine de la personne morale dissoute par le juge est liquidé par un ou plusieurs administrateurs à nommer par ses soins.

2. Ontslaat de rechter een vereffenaar, dan kan hij een of meer andere benoemen. Ontbreken vereffenaars, dan benoemt de rechtbank een of meer vereffenaars op verzoek van een belanghebbende of op vordering van het openbaar ministerie. De vereffenaar die door de rechter is benoemd, heeft recht op de beloning welke deze hem toekent.

3. Een benoeming tot vereffenaar door de rechter gaat in daags nadat de griffier de benoeming aan de vereffenaar heeft meegedeeld; de griffier doet de mededeling terstond, indien de beslissing die de benoeming inhoudt, bij voorraad uitvoerbaar is en anders, zodra zij in kracht van gewijsde is gegaan.

4. Iedere vereffenaar doet aan de registers waar de rechtspersoon is ingeschreven, opgaaf van zijn optreden als zodanig en van de gegevens over zichzelf die van een bestuurder worden verlangd.

5. De rechtbank kan een vereffenaar met ingang van een door haar bepaalde dag ontslaan, hetzij op diens verzoek, hetzij wegens gewichtige redenen op verzoek van een medevereffenaar, op vordering van het openbaar ministerie of ambtshalve.

6. De ontslagen vereffenaar legt rekening en verantwoording af aan degenen die de vereffening voortzetten. Is de opvolger door de rechter benoemd, dan geschiedt de rekening en verantwoording ten overstaan van de rechter.

Art. 23a.

1. Een vereffenaar heeft, tenzij de statuten anders bepalen, dezelfde bevoegdheden, plichten en aansprakelijkheid als een bestuurder, voor zover deze verenigbaar zijn met zijn taak als vereffenaar.

2. Zijn er twee of meer vereffenaars, dan kan ieder van hen alle werkzaamheden verrichten, tenzij anders is bepaald. Bij verschil van mening tussen de vereffenaars beslist op verzoek van een hunner de rechter die bij de vereffening is betrokken, en anders de kantonrechter. De rechter bedoeld in de vorige zin, kan ook een verdeling van het loon vaststellen.

2. Si le juge révoque un liquidateur, il peut en nommer un ou plusieurs autres. En l'absence de liquidateurs, le tribunal [d'arrondissement] nomme un ou plusieurs liquidateurs à la demande d'une personne intéressée ou sur action du Ministère Public. Le liquidateur nommé

par le juge a droit à la rétribution que celui-ci lui alloue.

3. La nomination d'un liquidateur prend effet le lendemain du jour où le greffier a communiqué la nomination au liquidateur; le greffier procède immédiatement à la communication si la décision contenant la nomination est exécutoire par provision, sinon dès qu'elle est entrée en force de chose jugée.

4. Tout liquidateur indique aux registres dans lesquels la personne morale est inscrite son intervention en tant que telle ainsi que les renseignements le concernant qui sont exigés d'un administrateur.

5. Le tribunal peut, à compter d'une date qu'il aura déterminée, révoquer un liquidateur, soit à la demande de ce dernier, soit pour des raisons importants à la demande d'un co-liquidateur, sur action du Ministère public ou d'office.

6. Le liquidateur révoqué rend compte et fait raison à ceux poursuivant la liquidation. Si le successeur est nommé par le juge, la reddition des comptes a alors lieu devant le juge.

Art. 23a.

1. Sauf dispositions contraires des statuts, le liquidateur a les mêmes compétences et obligations et la même responsabilité que l'administrateur pour autant que cela soit compatible avec sa tâche de liquidateur.

2. En présence de deux liquidateurs ou plus, chacun d'entre eux peut procéder à tous les travaux, sauf disposition contraire. En cas de divergence d'opinion entre les liquidateurs, le juge impliqué dans la liquidation décide à la demande de l'un d'entre eux, et sinon le juge cantonal. Le juge visé à la phrase précédente peut également fixer une répartition du salaire.

3. Zowel de rechtbank als een door haar in de vereffening benoemde rechter-commissaris kan voor de vereffening nodige bevelen geven, al dan niet in de vorm van een bevelschrift in executoriale vorm. De vereffenaar is verplicht hun aanwijzingen op te volgen. Tegen de bevelen en aanwijzingen staan geen rechtsmiddelen open.

4. Blijkt de vereffenaar dat de schulden de baten vermoedelijk zullen overtreffen, dan doet hij aangifte tot faillietverklaring, tenzij alle bekende schuldeisers desgevraagd instemmen met voortzetting van de vereffening buiten faillissement.

5. De voorgaande bepalingen van dit artikel en de artikelen 23b-23c zijn niet van toepassing op vereffening in faillissement.

Art. 23b.

1. De vereffenaar draagt hetgeen na de voldoening der schuldeisers van het vermogen van de ontbonden rechtspersoon is overgebleven, in verhouding tot ieders recht over aan hen die krachtens de statuten daartoe zijn gerechtigd, of anders aan de leden of aandeelhouders. Heeft geen ander recht op het overschot, dan keert hij het uit aan de Staat, die het zoveel mogelijk overeenkomstig het doel van de rechtspersoon besteedt.

2. De vereffenaar stelt een rekening en verantwoording op van de vereffening, waaruit de omvang en samenstelling van het overschot blijken. Zijn er twee of meer gerechtigden tot het overschot, dan stelt de vereffenaar een plan van verdeling op dat de grondslagen der verdeling bevat.

3. Voor zover tot het overschot iets anders dan geld behoort en de statuten of een rechterlijke beschikking geen nadere aanwijzing behelzen, komen als wijzen van verdeling in aanmerking:

a. toedeling van een gedeelte van het overschot aan ieder der gerechtigden;

b. overbedeling aan een of meer gerechtigden tegen vergoeding van de overwaarde;

c. verdeling van de netto-opbrengst na verkoop.

3. Tant le tribunal que le juge commissaire nommé par lui dans le cadre de la liquidation peuvent préalablement à la liquidation donner les ordres nécessaires, que ce soit sous forme d'ordonnance en la forme exécutoire ou non. Le liquidateur est tenu de suivre leurs instructions. Aucun moyen de droit n'est ouvert contre ces ordres et instructions.

4. S'il apparaît au liquidateur que le passif dépassera vraisemblablement l'actif, il introduit alors une déclaration de faillite à moins que tous les créanciers sur ce requis donnent leur accord pour la poursuite de la liquidation hors faillite.

5. Les dispositions du présent article ci-dessus mentionnées et les articles 23b-23c ne s'appliquent pas pour les liquidations auxquelles il est opéré dans le cadre d'une faillite.

Art. 23b.

1. Après paiement des créanciers, le liquidateur transfère le restant du patrimoine de la personne morale dissoute à ceux qui y ont droit conformément aux statuts et proportionnellement à leurs droits, ou sinon

aux membres, actionnaires ou associés. Si aucune autre personne n'a droit à ce surplus, il le verse à l'Etat qui l'utilise autant que possible conformément à l'objet de la personne morale.

2. Le liquidateur dresse les comptes de la liquidateur au vu desquels le montant et la composition de ce surplus apparaît. En présence de deux ou plusieurs ayant-droits à ce surplus, le liquidateur dresse un projet de répartition comprenant les fondements de cette répartition.

3. Dans la mesure où des éléments autres que de l'argent font partie du surplus et que les statuts ou la décision judiciaire ne comprennent pas d'indication, entrent en ligne de compte comme modes de répartition:

a. l'attribution d'une partie du surplus à chacun des ayant-droits;

b. une sur-attribution à un ou plusieurs ayant-droits contre remboursement du surplus de la valeur leur revenant;

c. la répartition du résultat nette de la vente.

4. De vereffenaar legt de rekening en verantwoording en het plan van verdeling neer ten kantore van de registers waarin de rechtspersoon is ingeschreven, en in elk geval ten kantore van de rechtspersoon, als dat er is, of op een andere plaats in het arrondissement waar de rechtspersoon woonplaats heeft. De stukken liggen daar twee maanden voor ieder ter inzage. De vereffenaar maakt in een nieuwsblad bekend waar en tot wanneer zij ter inzage liggen. De rechter kan aankondiging in de *Staatscourant* bevelen.

5. Binnen twee maanden nadat de rekening en verantwoording en het plan zijn neergelegd en de nederlegging overeenkomstig lid 4 is bekendgemaakt en aangekondigd, kan iedere schuldeiser of gerechtigde daartegen door een verzoekschrift aan de rechtbank in verzet komen. De vereffenaar doet van gedaan verzet mededeling op de zelfde wijze als waarop de nederlegging van de rekening en verantwoording en het plan van verdeling zijn medegedeeld.

6. Telkens wanneer de stand van het vermogen daartoe aanleiding geeft, kan de vereffenaar een uitkering bij voorbaat aan de gerechtigden doen. Na de aanvang van de verzettermijn doet hij dit niet zonder machtiging van de rechter.

7. Zodra de intrekking van of beslissing op elk verzet onherroepelijk is, deelt de vereffenaar dit mede op de wijze waarop het verzet is medegedeeld. Brengt de beslissing wijziging in het plan van verdeling, dan wordt ook het gewijzigde plan van verdeling op deze wijze meegedeeld.

8. De vereffenaar consigneert geldbedragen waarover niet binnen zes maanden na de laatste betaalbaarstelling is beschikt.

9. De vereffening eindigt op het tijdstip waarop geen aan de vereffenaar bekende baten meer aanwezig zijn.

10. Na verloop van een maand nadat de vereffening is geëindigd, doet de vereffenaar rekening en verantwoording van zijn beheer aan de rechter, indien deze bij de vereffening is betrokken.

4. Le liquidateur procède à la reddition des comptes et du projet de répartition au bureau des registres où la personne morale est inscrite, et en tout cas au bureau de la personne morale s'il existe, ou à tout autre endroit de l'arrondissement dans lequel la personne morale a son domicile³². Les pièces y sont consultables pendant deux mois. Le liquidateur fait passer un avis dans un journal quant à l'endroit et à la date limite de consultation. Le juge peut en ordonner la publication dans le *Staatscourant*.

5. Pendant les deux mois suivant l'avis et l'annonce de la reddition des comptes et du projet de répartition conformément à l'alinéa 4, tout créancier ou ayant-droit peut s'y opposer par requête adressée au tribunal. Le liquidateur procède à la communication de l'opposition de la même façon dont il a procédé à la communication de la reddition des comptes et du projet de répartition.

6. A chaque fois que l'état du patrimoine y donnera lieu, le liquidateur pourra procéder à un paiement par anticipation des ayant-droits. Il n'y procédera plus sans autorisation du juge dès qu'aura commencé à courir toute opposition.

7. Dès que le retrait d'une opposition ou que la décision concernant une opposition sont devenus irrévocable, le liquidateur en donne communication sur le mode selon lequel il a communiqué l'opposition. Si la décision porte modification du projet de répartition, le projet de répartition modifié est communiqué sur le même mode.

8. Le liquidateur consigne les montants en argent qui n'ont fait l'objet d'aucune disposition dans les six mois suivant la dernière mise en paiement.

9. La liquidation prend fin au moment où il n'y a plus d'actif connu du liquidateur.

10. Un mois après la fin de la liquidation, le liquidateur procède à la reddition de ses comptes et rend compte de sa gestion au juge si ce dernier est impliqué dans la liquidation.

Art. 23c.

³² Le texte emploie le mot "woonplaats" et non "zetel" (= siège).

1. Indien na het tijdstip waarop de rechtspersoon is opgehouden te bestaan nog een schuldeiser of gerechtigde tot het saldo opkomt of van het bestaan van een bate blijkt, kan de rechtbank op verzoek van een belanghebbende de vereffening heropenen en zo nodig een vereffenaar benoemen. In dat geval herleeft de rechtspersoon, doch uitsluitend ter afwikkeling van de heropende vereffening. De vereffenaar is bevoegd van elk der gerechtigden terug te vorderen hetgeen deze te veel uit het overschot heeft ontvangen.

2. Gedurende het tijdvak waarin de rechtspersoon had opgehouden te bestaan, is er een verlengingsgrond als bedoeld in artikel 320 van Boek 3 ten aanzien van de verjaring van rechtsvorderingen van of tegen de rechtspersoon.

Art. 24.

1. De boeken, bescheiden en andere gegevensdragers van een ontbonden rechtspersoon moeten worden bewaard gedurende tien jaren nadat de rechtspersoon heeft opgehouden te bestaan. Bewaarder is degene die bij of krachtens de statuten, dan wel door de algemene vergadering of, als de rechtspersoon een stichting was, door het bestuur als zodanig is aangewezen.

2. Ontbreekt een bewaarder en is de laatste vereffenaar niet bereid te bewaren, dan wordt een bewaarder, zo mogelijk uit de kring dergenen die bij de rechtspersoon waren betrokken, op verzoek van een belanghebbende benoemd door de kantonrechter binnen wiens rechtsgebied de rechtspersoon woonplaats had. Rechtsmiddelen staan niet open.

3. Binnen acht dagen na het ingaan van zijn bewaarplicht moet de bewaarder zijn naam en adres opgeven aan de registers waarin de ontbonden rechtspersoon was ingeschreven.

4. De in lid 2 genoemde kantonrechter kan desverzocht machtiging tot raadpleging van de boeken, bescheiden en andere gegevensdragers geven aan iedere belanghebbende, indien de rechtspersoon een stichting was, en overigens aan ieder die aantoonbaar bij inzage een redelijk belang te hebben in zijn hoedanigheid van voormalig lid of aandeelhouder van de rechtspersoon of houder van certificaten van diens aandelen, dan wel als rechtverkrijgende van een zodanige persoon.

Art. 23c.

1. Si après le moment où la personne morale a cessé d'exister, un créancier ou un ayant droit au solde se manifeste ou que l'existence d'un actif apparaît, le tribunal peut réouvrir la liquidation à la demande d'une personne y ayant intérêt et, si nécessaire, nommer un liquidateur. Dans ce cas la personne morale reprend son existence mais exclusivement à des fins de règlement de la liquidation réouverte. Le liquidateur est habile à réclamer de chacun des ayant-droits le trop-perçu du surplus.

2. Pendant la période durant laquelle la personne morale a cessé d'exister existe un motif de prolongation tel que visé par l'article 20 du Livre 3 quant à la prescription des actions de ou à l'égard de la personne morale.

Art. 24.

1. Les livres, avis ou autres supports de données d'une personne morale dissoute doivent être conservés dix années après que la personne morale a cessé d'exister. Est conservateur celui qui est désigné en tant que tel par ou conformément aux statuts, ou par l'assemblée générale ou par le conseil d'administration si la personne morale est une fondation.

2. En l'absence de conservateur et si le dernier liquidateur n'est pas prêt à assurer la conservation, un conservateur est nommé par le juge cantonal dans le ressort duquel la personne morale avait son domicile à la demande d'une personne y ayant intérêt, ce conservateur faisant si possible partie des personnes impliquées dans la personne morale.

3. Dans les huit jours suivant le début de son obligation de conservation, le conservateur déclare ses nom et adresse aux registres dans lesquels la personne morale dissoute était inscrite.

4. Le juge cantonal nommé à l'alinéa 2 peut sur demande donné autorisation de consultation des livres, avis et autres supports de données à toute personne y ayant intérêt, si la personne morale était une fondation, et par ailleurs à toute personne montrant avoir un intérêt raisonnable à consulter en sa qualité d'ancien membre, associé ou actionnaire de la personne morale ou détenteur de certificats de ces parts ou actions ou en tant qu'ayant-droit d'une telle personne.

Art. 24a.

1. Dochtermaatschappij van een rechtspersoon is:

a. een rechtspersoon waarin de rechtspersoon of een of meer van zijn dochtermaatschappijen, al dan niet krachtens overeenkomst met andere stemgerechtigden, alleen of samen meer dan de helft van de stemrechten in de algemene vergadering kunnen uitoefenen;

b. een rechtspersoon waarvan de rechtspersoon of een of meer van zijn dochtermaatschappijen lid of aandeelhouder zijn en, al dan niet krachtens overeenkomst met andere stemgerechtigden, alleen of samen meer dan de helft van de bestuurders of van de commissarissen kunnen benoemen of ontslaan, ook indien alle stemgerechtigden stemmen.

2. Met een dochtermaatschappij wordt gelijk gesteld een onder eigen naam optredende vennootschap waarin de rechtspersoon of een of meer dochtermaatschappijen als vennoot volledig jegens schuldeisers aansprakelijk

is voor de schulden.

3. Voor de toepassing van lid 1 worden aan aandelen verbonden rechten niet toegerekend aan degene die de aandelen voor rekening van anderen houdt. Aan aandelen verbonden rechten worden toegerekend aan degene voor wiens rekening de aandelen worden gehouden, indien deze bevoegd is te bepalen hoe de rechten worden uitgeoefend dan wel zich de aandelen te verschaffen.

4. Voor de toepassing van lid 1 worden stemrechten, verbonden aan verpande aandelen, toegerekend aan de pandhouder, indien hij mag bepalen hoe de rechten worden uitgeoefend. Zijn de aandelen evenwel verpand voor een lening die de pandhouder heeft verstrekt in de gewone uitoefening van zijn bedrijf, dan worden de stemrechten hem slechts toegerekend, indien hij deze in eigen belang heeft uitgeoefend.

Art. 24b.

Een groep is een economische eenheid waarin rechtspersonen en vennootschappen organisatorisch zijn verbonden. Groepsmaatschappijen zijn rechtspersonen en vennootschappen die met elkaar in een groep zijn verbonden.

Art. 24a.

1. Est filiale d'une personne morale:

a. une personne morale dans laquelle la personne morale ou une ou plusieurs de ses filiales peuvent exercer seule ou ensemble plus de la moitié des droits de vote, que ce soit en vertu d'un accord passé avec d'autres personnes ayant droit de vote ou non;

b. une personne morale dans laquelle la personne ou une ou plusieurs de ses filiales sont membres, associés ou actionnaires et, en vertu d'un accord passé avec d'autres personnes ayant droit de vote ou non, peuvent, seul ou à plusieurs, nommer ou congédier plus de la moitié des administrateurs ou des commissaires aux comptes, même si toutes les personnes ayant droit de vote font usage de ce droit.

2. Est assimilée à une filiale, une société intervenant sous son nom propre et dans laquelle la personne morale et une ou plusieurs filiales est, en tant que sociétaire, entièrement responsable des dettes à l'égard des créanciers.

3. Pour l'application de l'alinéa 1 les droits liés à des parts ou actions ne sont pas imputés à ceux détenant des parts ou actions pour le compte de tiers. Les droits liés à des parts ou actions sont imputés à celui pour le compte duquel les parts ou actions sont détenues si celui-ci est habilité à déterminer comme les droits sont exercés ou se procurer les parts ou actions.

4. Pour l'application de l'alinéa 1, les droits de vote liés

à des parts ou actions gagées sont imputés au créancier gagiste s'il peut décider de la façon dont les droits sont exercés. Les parts ou actions sont également gagées pour un emprunt que le créancier gagiste à accorder dans l'exercice normale de son activité professionnelle, les droits de votes ne lui sont imputés que s'il les a exercés dans son propre intérêt.

Art. 24b.

Un groupe est une unité économique dans laquelle des personnes morales et des sociétés sont liées de manière organisationnelle. Les sociétés de groupe sont des personnes morales et des sociétés liées les unes aux autres dans un groupe.

Art. 24c.

1. Een rechtspersoon of vennootschap heeft een deelneming in een rechtspersoon, indien hij of een of meer van zijn dochtermaatschappijen alleen of samen voor eigen rekening aan die rechtspersoon kapitaal verschaffen of doen verschaffen teneinde met die rechtspersoon duurzaam verbonden te zijn ten dienste van de eigen werkzaamheid. Indien een vijfde of meer van het geplaatste kapitaal wordt verschaft, wordt het bestaan van een deelneming vermoed.

2. Een rechtspersoon heeft een deelneming in een vennootschap, indien hij of een dochtermaatschappij:

a. daarin als vennoot jegens schuldeisers volledig aansprakelijk is voor de schulden; of

b. daarin anderszins vennoot is teneinde met die vennootschap duurzaam verbonden te zijn ten dienste van de eigen werkzaamheid.

Art. 24d.

Bij de vaststelling in hoeverre de leden of aandeelhouders stemmen, aanwezig of vertegenwoordigd zijn, of in hoeverre het aandelenkapitaal verschaft wordt of vertegenwoordigd is, wordt geen rekening gehouden met lidmaatschappen of aandelen waarvan de wet bepaalt dat daarvoor geen stem kan worden uitgebracht.

Art. 25.

Van de bepalingen van dit boek kan slechts worden afgeweken, voor zover dat uit de wet blijkt.

Art. 24c.

1. Une personne morale ou société a une participation dans une personne morale si elle ou une ou plusieurs de ses filiales apportent ou font apporter seule ou ensemble et pour leur propre compte du capital à cette personne morale afin d'être durablement liée à cette personne morale au service de sa propre activité. Si un cinquième ou plus

du capital souscrit est apporté, l'existence d'une participation est présumée.

2. Une personne morale a une participation dans une société si elle ou une filiale:

a. y est entièrement responsable des dettes à l'égard des créanciers; ou

b. y est sociétaire d'une autre manière afin d'être durablement lié à cette société au service de sa propre activité.

Art. 24d.

Lors de la constatation de la mesure dans laquelle les membres, associés ou actionnaires, présents ou représentés, ou de la mesure dans laquelle le capital en parts ou actions est apporté ou représenté, il n'est pas tenu compte des qualités de membre, parts ou actions pour lesquelles la loi dispose qu'aucune voix ne pourra être exprimée.

Art. 25.

Il ne pourra être dérogé aux dispositions du présent Livre que s'il en découle de la loi.

TITEL 6 Stichtingen

Art. 285.

1. Een stichting is een door een rechtshandeling in het leven geroepen rechtspersoon, welke geen leden kent en beoogt met behulp van een daartoe bestemd vermogen een in de statuten vermeld doel te verwezenlijken.

2. Indien de statuten een of meer personen de bevoegdheid geven in de vervulling van ledige plaatsen in organen van de stichting te voorzien, wordt zij niet uit dien hoofde aangemerkt leden te kennen.

3. Het doel van de stichting mag niet inhouden het doen van uitkeringen aan oprichters of aan hen die deel uitmaken van haar organen noch ook aan anderen, tenzij wat deze laatsten betreft de uitkeringen een ideale of sociale strekking hebben.

Art. 286.

1. Een stichting moet worden opgericht bij notariële akte.

2. De akte wordt verleden in de Nederlandse taal. Een volmacht tot medewerking aan de akte moet schriftelijk zijn verleend. De stichting kan worden opgericht bij openbaar testament dat in een vreemde taal is verleden; de statuten van de stichting moeten ook dan in de Nederlandse taal luiden.

3. De akte bevat de statuten van de stichting.

4. De statuten moeten inhouden:

a. de naam der stichting, met het woord stichting als deel van de naam;

b. het doel der stichting;

c. de wijze van benoeming en ontslag der bestuurders;

d. de gemeente in Nederland waar zij haar zetel heeft;

e. de bestemming van het overschot na vereffening van de stichting in geval van ontbinding, of de wijze waarop de bestemming zal worden vastgesteld.

Art. 285.

1. Une fondation est une personne morale qui voit le jour par un acte juridique, n'a pas de membre et vise la réalisation d'un objet mentionné dans les statuts au moyen d'un patrimoine à ce destiné.

2. Si les statuts donnent à une ou plusieurs personnes le pouvoir de pourvoir à l'occupation de places vacantes au sein des organes de la fondation, elle n'est pas considérée

à ce titre avoir des membres.

3. L'objet de la fondation ne saurait consister en un versement de sommes d'argent aux fondateurs ou aux personnes faisant partie de ses organes ni non plus à d'autres personnes sauf si, pour ce qui est de ces dernières, les allocations ont une visée idéale ou sociale.

Art. 286

1. La fondation se constitue par acte notarié.

2. L'acte est passé en langue néerlandaise. Tout pouvoir de collaboration à l'acte doit avoir été accordé par écrit. La fondation peut être constituée par un testament authentique³³ rédigé en langue étrangère, les statuts de la fondation devront alors être également en langue néerlandaise.

3. L'acte contient les statuts de la fondation.

4. Les statuts doivent comprendre:

a. la dénomination de la fondation, le mot «stichting» (fondation) faisant partie de ce nom;

b. l'objet de la fondation;

c. le mode de nomination et de révocation des administrateurs;

d. la commune néerlandaise dans laquelle elle a son siège;

e. la destination de l'excédent après liquidation de la fondation en cas de dissolution, ou le mode de fixation de cette destination.

5. De notaris, ten overstaan van wie de akte is verleden, draagt zorg dat de statuten bevatten hetgeen in de leden 2-4 is genoemd. Bij verzuim is hij persoonlijk jegens hen die daardoor schade hebben geleden, aansprakelijk.

Art. 287.

Bij gebreke van een aanwijzing van een zetel in de statuten, heeft de stichting haar zetel in de gemeente, waar de notaris voor wie de akte is verleden, ten tijde van het passeren der akte zijn standplaats had.

Art. 288.

1. Wanneer een erflater iets heeft vermaakt aan een stichting die hij in een bij notariële akte gemaakte uiterste wilsbeschikking heeft in het leven geroepen, is de stichting erfgenaam of legataris, naar gelang het haar

³³ Le régime des testaments néerlandais est différent du régime français (voir BW art. 4:977 e.s.)

vermaakte aan een erfstelling of aan een legaat beantwoordt.

2. Heeft hij bij een in andere vorm gemaakte uiterste wil verklaard een stichting in het leven te roepen, dan wordt deze beschikking aangemerkt als een aan de gezamenlijke erfgenamen opgelegde last om die stichting op te richten.

3. Degene op wie een last om een stichting op te richten rust, kan daartoe op vordering van het Openbaar Ministerie worden veroordeeld door de rechtbank van het sterfhuis, of, indien de erflater zijn laatste woonplaats niet in Nederland had, door de rechtbank te `s-Gravenhage. De rechter kan bepalen, dat het vonnis dezelfde rechtskracht heeft als een in wettige vorm opgemaakte akte van hem die tot de rechtshandeling gehouden is of dat een door de rechter aan te wijzen vertegenwoordiger de handeling zal verrichten.

Art. 289.

1. De bestuurders zijn verplicht de stichting benevens de naam, de voornamen en de woonplaats of laatste woonplaats van de oprichter of oprichters te doen inschrijven in een openbaar register, gehouden door de Kamer van Koophandel en Fabrieken, binnen welker gebied de stichting haar woonplaats heeft, en een authentiek afschrift dan wel een authentiek uittreksel van de akte van oprichting bevattende de statuten, ten kantore van dat register neer te leggen.

5. Le notaire pardevant lequel l'acte a été passé veille à ce que les statuts contiennent les mentions prévues aux alinéas 2 à 4. A défaut, il en est personnellement responsable à l'égard de ceux qui en auraient, de ce fait, subi un préjudice.

Art. 287.

En l'absence d'indication d'un siège par les statuts, la fondation a son siège dans la commune où le notaire pardevant lequel l'acte a été passé avait son étude au moment où l'acte a été passé.

Art. 288.

1. Lorsqu'un testateur a transmis quelque chose à une fondation qu'il a créée par une dernière volonté exprimée dans un acte notarié, cette fondation est successeur ou légataire selon que ce qu'elle a reçu correspond à une succession ou à un legs

2. S'il a déclaré l'avènement d'une fondation par une dernière volonté exprimée sous une autre forme, cette disposition est considérée être une charge de constituer cette fondation imposée à l'ensemble des successeurs.

3. Celui ayant la charge de constituer une fondation peut, sur l'action du Ministère Public, être condamné à cette fin

par le tribunal de la maison mortuaire ou par le tribunal³⁴ de La Haye si le défunt n'avait pas son dernier domicile aux Pays-Bas. Le juge peut décider que le jugement a la même force de droit qu'un acte dressé en la forme légale par celui qui est tenu d'effectuer l'acte juridique ou qu'un représentant à désigner par le juge effectuera l'acte.

Art. 289.

1. Les administrateurs sont tenus de faire inscrire la fondation ainsi que le nom, prénoms, domicile ou dernier domicile du ou des fondateurs dans un registre public tenu par la Chambre de Commerce et d'Industrie dans le ressort de laquelle la fondation a son siège et de déposer au Service du Registre une copie authentique ou un extrait authentique de l'acte de constitution contenant les statuts.

2. De bestuurders dragen zorg dat in het register steeds worden ingeschreven:

a. de naam, de voornamen en de woonplaats van alle bestuurders;

b. de naam, de voornamen en de woonplaats van de bestuurders aan wie door de statuten vertegenwoordigingsbevoegdheid is toegekend, alsmede de vermelding of zij bevoegd zijn de stichting afzonderlijk, gezamenlijk of tezamen met een of meer anderen te vertegenwoordigen;

c. de naam, de voornamen en de woonplaats van anderen dan bestuurders, aan wie de statuten bevoegdheid tot vertegenwoordiging toekennen, alsmede de bepalingen omtrent die bevoegdheid.

3. De bestuurders kunnen ter inschrijving in het register opgeven de naam, de voornamen en de woonplaats van gevolmachtigden van de stichting met de inhoud der hun verstrekte volmacht.

4. Zolang de opgave ter eerste inschrijving en nederlegging niet zijn geschied, is iedere bestuurder voor een rechtshandeling, waardoor hij de stichting verbindt, naast de stichting hoofdelijk aansprakelijk.

5. Een ieder te wiens aanzien hetgeen in het register is ingeschreven, onvolledig of onjuist is, alsook het openbaar ministerie en de Kamer van Koophandel en Fabrieken, kan zich wenden tot de rechtbank binnen welker rechtsgebied het register wordt gehouden, met het verzoek of de vordering, al naar de omstandigheden, doorhaling, aanvulling of wijziging van het ingeschrevene te gelasten.

6. Voor ieder jaar dat de stichting in het register is

³⁴ 'Rechtbank' = 'arrondissementsrechtbank' = env. TGI

ingeschreven is zij aan de Kamer van Koophandel en Fabrieken een bij algemene maatregel van bestuur vast te stellen bedrag verschuldigd. Is een verschuldigd bedrag voor het geheel of een deel niet tijdig voldaan, dan maant de Kamer de stichting schriftelijk aan om alsnog binnen acht dagen na de ontvangst van de aanmaning het daarin vermelde bedrag aan de Kamer te doen toekomen. Volgt op deze aanmaning de betaling binnen de gestelde termijn niet, dan vaardigt de Kamer een dwangbevel uit. Het dwangbevel levert een executoriale titel op, die met toepassing van de voorschriften van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering kan worden tenuitvoergelegd. De aanmaning en incasso van het dwangbevel geschieden op kosten van de schuldenaar.

2. Les administrateurs veillent à ce que soient constamment inscrits au Registre:

a. le nom, les prénoms et le domicile de tous les administrateurs;

b. le nom, les prénoms et le domicile des administrateurs à qui les statuts accordent un pouvoir de représentation ainsi que la mention précisant s'ils peuvent représenter la fondation seuls, en commun ou avec un ou plusieurs autres personnes.

c. le nom, les prénoms et le domicile de tiers n'ayant pas qualité d'administrateurs, à qui les statuts accordent un pouvoir de représentation ainsi que les dispositions quant à ce pouvoir.

3. Pour l'inscription au Registre, les administrateurs peuvent indiquer le nom, les prénoms et le domicile des bénéficiaires d'une procuration³⁵ de la fondation ainsi que le contenu de la procuration qui leur est octroyée.

4. Tant que la déclaration lors du premier enregistrement et dépôt n'a pas eu lieu, chaque administrateur est solidairement responsable avec la fondation pour tout acte juridique engageant la fondation.

5. Toute personne dont les inscriptions faites au Registre le concernant sont incomplètes ou fausses, ainsi que le Ministère Public et la Chambre de Commerce et d'Industrie peuvent s'adresser au Tribunal dans le ressort duquel le Registre est tenu par une requête ou une demande selon les circonstances visant l'injonction de radiation, de rectification ou de modification de l'inscription.

6. Pour chaque année d'inscription au Registre, la fondation est redevable envers la Chambre de Commerce et d'Industrie d'un montant qui sera fixé par décret en Conseil d'Etat. En cas de retard de paiement total ou partiel d'un montant dû, la Chambre somme par écrit la fondation de faire parvenir à la Chambre le montant mentionné dans cette sommation dans un délai de huit

jours après réception de celle-ci. En l'absence de paiement dans le délai fixé suite à cette sommation, la Chambre émet un commandement. Le commandement vaut titre exécutoire qui pourra être exécuté en application des dispositions du Code de procédure civile. La sommation et le recouvrement du commandement sont à la charge du débiteur. 7. Binnen dertig dagen na de betekening staat verzet tegen het dwangbevel open door dagvaarding van de betrokken Kamer voor de kantonrechter binnen wiens rechtsgebied de Kamer haar zetel heeft. Het verzet schorst de tenuitvoerlegging.

8. Het verzet kan niet worden gegrond op de bewering, dat het ter zake van de inschrijving verschuldigde bedrag ten onrechte is opgelegd of onjuist is bepaald.

9. Alles wat verder betreft het register, het opbergen en bewaren van de neergelegde statuten en de andere bij de Kamer van Koophandel en Fabrieken ingediende bescheiden, het ter inzage geven en het geven van afschriften en uittreksels, alsmede de voor een en ander te berekenen kosten, wordt bij algemene maatregel van bestuur geregeld. Daarin kan worden bepaald dat in plaats van de neergelegde statuten en de andere bij de Kamer ingediende bescheiden fotografische reproducties worden opgeborgen en bewaard.

Art. 290.

Vervallen.

Art. 291.

1. Behoudens beperkingen volgens de statuten is het bestuur belast met het besturen van de stichting.

2. Slechts indien dit uit de statuten voortvloeit, is het bestuur bevoegd te besluiten tot het aangaan van overeenkomsten tot verkrijging, vervreemding en bezwaring van registergoederen, en tot het aangaan van overeenkomsten waarbij de stichting zich als borg of hoofdelijk medeschuldenaar verbindt, zich voor een derde sterk maakt of zich tot zekerheidstelling voor een schuld van een ander verbindt. De statuten kunnen deze bevoegdheid aan beperkingen en voorwaarden binden. De uitsluiting, beperkingen en voorwaarden gelden mede voor de bevoegdheid tot vertegenwoordiging van de stichting ter zake van deze handelingen, tenzij de statuten anders bepalen.

7. Opposition contre le commandement peut être introduite dans les trente jours suivant sa signification par assignation de la Chambre concernée devant le Juge cantonal dans le ressort duquel la Chambre a son siège. L'opposition est suspensive de l'exécution.

8. L'opposition ne peut être fondée sur l'allégation du caractère infondé de l'imposition ou de l'erreur de fixation du montant dû en matière d'inscription.

³⁵ Le droit néerlandais distingue la procuration ('volmacht') du mandat ('lastgeving').

9. Tout ce qui par ailleurs concerne le Registre, la sauvegarde et la conservation des statuts déposés et autres pièces introduites auprès de la Chambre de Commerce et d'Industrie, la mise à disposition pour consultation et la fourniture de copies et extraits ainsi que tout autre frais à fixer, sont fixés par décret en Conseil d'Etat. Pourra y être disposé qu'en lieu et place de statuts déposés et autres pièces introduites auprès de la Chambre, des reproductions photographiques pourront y être gardées et conservées.

Art. 290.

Abrogé

Art. 291.

1. Excepté les restrictions conformes aux statuts, le conseil d'administration est chargé de l'administration de la fondation.

2. Ce n'est que s'il en découle des statuts que le conseil d'administration est habile à passer des conventions pour acquérir, aliéner et grever des biens soumis à enregistrement³⁶ et à passer des conventions par lesquelles la fondation est engagée comme caution ou comme coobligé solidaire, se porte fort pour un tiers ou s'engage en garantie de la dette d'un tiers. Les statuts pourront soumettre cette capacité à des limites et des conditions. L'exclusion, les limites et conditions valent également pour la capacité de représentation de la fondation concernant ces actes, sauf si les statuts en disposent autrement.

Art. 292.

1. Het bestuur vertegenwoordigt de stichting, voor zover uit de wet niet anders voortvloeit.

2. De statuten kunnen de bevoegdheid tot vertegenwoordiging bovendien toekennen aan een of meer bestuurders. Zij kunnen bepalen dat een bestuurder de stichting slechts met medewerking van een of meer anderen mag vertegenwoordigen.

3. Bevoegdheid tot vertegenwoordiging die aan het bestuur of aan een bestuurder toekomt, is onbeperkt en onvoorwaardelijk, voor zover uit de wet niet anders voortvloeit. Een wettelijk toegelaten of voorgeschreven beperking van of voorwaarde voor de bevoegdheid tot vertegenwoordiging kan slechts door de stichting worden ingeroepen.

³⁶ Il s'agit de biens dont le transfert ou la constitution requiert l'inscription dans des registres publics (art. 3:10 C.c.), c'est-à-dire des immeubles, de certains macro-meubles (navires, aéronefs) et des droits pouvant les grever

4. De statuten kunnen ook aan andere personen dan bestuurders bevoegdheid tot vertegenwoordiging toekennen.

Art. 293.

De statuten van de stichting kunnen door haar organen slechts worden gewijzigd, indien de statuten daartoe de mogelijkheid openen. De wijziging moet op straffe van nietigheid bij notariële akte tot stand komen. De bestuurders zijn verplicht een authentiek afschrift van de wijziging en de gewijzigde statuten neer te leggen ten kantore van het in artikel 289 van dit Boek bedoelde register.

Art. 294.

1. Indien ongewijzigde handhaving van de statuten zou leiden tot gevolgen, die bij de oprichting redelijkerwijze niet kunnen zijn gewild, en de statuten de mogelijkheid van wijziging niet voorzien of zij die tot wijziging de bevoegdheid hebben, zulks nalaten, kan de rechtbank op verzoek van een oprichter of van het bestuur of op vordering van het openbaar ministerie de statuten wijzigen.

2. De rechtbank wijkt daarbij zo min mogelijk van de bestaande statuten af; indien wijziging van het doel noodzakelijk is, wijst zij een doel aan dat aan het bestaande verwant is. Met inachtneming van het vorenstaande is de rechtbank bevoegd, zo nodig, de statuten op een andere wijze te wijzigen dan is verzocht of gevorderd.

Art. 292.

1. Sauf dispositions contraires de la loi, le conseil d'administration représente la fondation.

2. Les statuts peuvent, de plus, attribuer capacité de représentation à un ou plusieurs administrateurs. Ils peuvent stipuler qu'un administrateur ne puisse représenter la fondation qu'avec la collaboration d'un ou plusieurs autres administrateurs.

3. La capacité de représentation revenant au conseil d'administration ou à un administrateur est illimitée et inconditionnelle sauf s'il en découle différemment de la loi. Une restriction légalement admise ou prescrite de la capacité de représentation ou une condition pour celle-ci ne peut être invoquée que par la fondation.

4. Les statuts peuvent également attribuer la capacité de représentation à d'autres personnes que les administrateurs.

Art. 293.

Les statuts de la fondation ne peuvent être modifiés par ses organes que si les statuts en donnent la possibilité. La modification doit intervenir par acte notarié sous peine de nullité. Les administrateurs sont tenus de déposer une copie authentique de la modification et des statuts modifiés au bureau du registre visé à l'article 289 du présent Livre.

Art. 294.

1. Si le maintien des statuts sans changement devait avoir des conséquences qui ne pouvaient raisonnablement pas avoir été voulue lors de la constitution et que les statuts ne prévoient pas la modification ou que ceux qui ont capacité de modification s'en abstiennent, le tribunal peut, sur requête d'un fondateur ou du conseil d'administration ou sur l'action du ministère public, modifier les statuts.

2. Ce faisant, le tribunal s'écartera aussi peu que possible des statuts existant; si la modification de l'objet est nécessaire, il désignera un objet apparenté à celui existant. Compte-tenu de ces mentions, le tribunal est compétent pour modifier les statuts autrement que ce que vise la requête ou l'action.

3. Met overeenkomstige toepassing van de beide vorige leden kan de rechtbank de statuten wijzigen om ontbinding van de stichting op een grond als vermeld in artikel 21 of artikel 301 lid 1 onder a te voorkomen.

Art. 295.

Een besluit tot wijziging van de statuten kan te allen tijde op verzoek van de stichting, van een belanghebbende of op vordering van het openbaar ministerie door de rechtbank worden vernietigd, indien de wijziging tot gevolg heeft dat de stichting kan worden ontbonden op een grond als bedoeld in de artikelen 21 of 301 lid 1, en die wijziging niet tot omzetting leidt. Overigens zijn artikel 15 leden 3 en 4 en artikel 16 van toepassing.

Art. 296.

In een geding, waarin ontbinding van een stichting op een grond als vermeld in artikel 21 of 301, lid 1 onder a wordt verzocht of gevorderd, kan de rechtbank de bevoegdheden in de beide voorgaande artikelen genoemd, ambtshalve uitoefenen.

Art. 297.

1. Het openbaar ministerie bij de rechtbank is, bij ernstige twijfel of de wet of de statuten te goeder trouw worden nageleefd, dan wel het bestuur naar behoren wordt gevoerd, bevoegd aan het bestuur inlichtingen te verzoeken.

2. Bij niet- of niet-behoorlijke voldoening aan het verzoek

kan de president van de rechtbank, desgevorderd, bevelen dat aan het openbaar ministerie de boeken, bescheiden en andere gegevensdragers van de stichting voor raadpleging beschikbaar te stellen en de waarden der stichting worden getoond. Tegen de beschikking van de president staat geen hoger beroep of cassatie open.

Art. 298.

1. Een bestuurder die:

a. iets doet of nalaat in strijd met de bepalingen van de wet of van de statuten, dan wel zich schuldig maakt aan wanbeheer, of

3. Le tribunal peut, par application analogique des deux alinéas précédents, modifier les statuts afin de prévenir la dissolution de la fondation en raison telle que mentionnée à l'article 21 ou à l'article 301 alinéa 1 point a.

Art. 295.

La décision de modification des statuts peut à tout moment être annulée par le tribunal sur requête de la fondation, d'un intéressé ou sur action du ministère public si la modification a pour conséquence la possibilité de dissolution pour motif tel que visé par les articles 21 ou 301 alinéa 1 et que cette modification n'entraîne pas une transformation. Par ailleurs l'article 15, alinéa 3 et 4 et l'article 16 s'appliquent.

Art. 296.

Dans une instance au cours de laquelle la dissolution d'une fondation est demandée par requête ou sur action du ministère public pour motif tel que mentionné par l'article 21 ou 301 alinéa 1 point a, le tribunal peut exercer d'office les pouvoirs mentionnés aux deux articles précédents.

Art. 297.

1. En présence d'un doute sérieux quant au respect en toute bonne foi de la loi ou des statuts ou quant à une administration correcte, le ministère public est habile à demander des renseignements auprès du conseil d'administration.

2. En l'absence de réponse à cette demande ou en cas de réponse inconvenante/inappropriée à celle-ci, le président du tribunal peut ordonner que les livres, pièces et autres supports de données de la fondation soient mis à la disposition du ministère public pour consultation et que les valeurs de la fondation soient montrées/présentées. L'ordonnance du président n'est susceptible d'aucun appel ou pourvoi.

Art. 298.

1. L'administrateur qui:

- a. agit ou s'abstient contrairement aux dispositions de la loi ou aux stipulations des statuts ou se rend coupable de mauvaise gestion, ou
- b. niet of niet behoorlijk voldoet aan een door de president der rechtbank, ingevolge het vorige artikel, gegeven bevel, kan door de rechtbank worden ontslagen. Dit kan geschieden op vordering van het openbaar ministerie of op verzoek van iedere belanghebbende.

2. De rechtbank kan, hangende het onderzoek, voorlopige voorzieningen in het bestuur treffen en de bestuurder schorsen.

3. Een door de rechtbank ontslagen bestuurder kan gedurende vijf jaar na het ontslag geen bestuurder van een stichting worden.

Art. 299.

Telkens wanneer het door de statuten voorgeschreven bestuur geheel of gedeeltelijk ontbreekt en daarin niet overeenkomstig de statuten wordt voorzien, kan de rechtbank, op verzoek van iedere belanghebbende of op vordering van het openbaar ministerie in de vervulling van de ledige plaats voorzien. De rechtbank neemt daarbij zoveel mogelijk de statuten in acht.

Art. 300.

Vervallen

Art. 300a.

De artikelen 131, 138, 139, 149 en 150 zijn van overeenkomstige toepassing in geval van faillissement van een stichting die aan de heffing van vennootschapsbelasting is onderworpen.

Art. 301.

1. De rechtbank ontbindt de stichting op verzoek van een belanghebbende of op vordering van het openbaar ministerie, indien:

a. het vermogen van de stichting ten enenmale onvoldoende is voor de verwezenlijking van haar doel, en de mogelijkheid dat een voldoende vermogen door bijdragen of op andere wijze in afzienbare tijd zal worden verkregen, in hoge mate onwaarschijnlijk is;

b. het doel der stichting is bereikt of niet meer kan worden bereikt, en wijziging van het doel niet in aanmerking komt.

2. De rechtbank kan ook ambtshalve de stichting ontbinden tegelijk met de afwijzing van een verzoek of vordering als bedoeld in artikel 294.

b. ne donne pas suite ou donne suite de manière insuffisante à une ordonnance émanant du président du tribunal comme suite à l'article précédent, peut être révoqué par le tribunal. Cette révocation peut intervenir

sur action du ministère public ou sur requête de tout intéressé.

2. Lors de l'instruction le tribunal peut prendre des mesures provisoires au conseil d'administration et et suspendre l'administrateur.

3. L'administrateur révoqué par le tribunal ne peut plus être administrateur d'une fondation pendant les cinq années suivant la révocation.

Art. 299.

↳ chaque fois que l'administration prescrite par les statuts fait entièrement ou partiellement défaut ou qu'il n'y est pas pourvu conformément aux statuts, le tribunal peut, sur requête de toute personne intéressée ou sur action du ministère public, pourvoir à l'occupation de la place vacante. Ce faisant, le tribunal tiendra autant que possible compte des statuts.

Art. 300.

Abrogé

Art. 300a.

Les articles 131, 138, 139, 149 et 150 s'appliquent par analogie en cas de faillite de la fondation soumise au prélèvement de l'impôt sur les sociétés.

Art. 301.

1. Le tribunal dissout la fondation sur requête d'un intéressé ou sur action du ministère public si:

a. le patrimoine de la fondation est absolument insuffisant pour la réalisation de son objet et qu'il est très invraisemblable qu'un patrimoine suffisant soit réalisé par des contributions ou d'une autre manière dans des délais raisonnables.

b. l'objet de la fondation est atteint ou ne peut plus être atteint et une modification de l'objet n'entre pas en ligne de compte.

2. Le tribunal peut également dissoudre d'office la fondation tout en rejetant la requête ou l'une action telles que visées à l'article 294. Art. 302.

In kracht van gewijsde gegane rechterlijke uitspraken, inhoudende:

doorhaling, aanvulling of wijziging van het in het register ingeschrevene,
wijziging van de statuten van de stichting,
wijziging van of voorziening in het bestuur, of vernietiging van een besluit tot wijziging van de statuten, worden door de zorg van de griffier van het college waarvoor de zaak laatstelijk aanhangig was ingeschreven

in het in artikel 289 van dit Boek genoemde register.

Art. 303.

In geval van faillissement of surséance van betaling van een stichting worden aankondigingen welke krachtens de Faillissementswet in de Nederlandse Staatscourant worden opgenomen, door hem die met de openbaarmaking is belast, mede ter inschrijving in het register, bedoeld in artikel 289 van dit Boek, opgegeven.

Art. 304.

1. De deelnemers aan een pensioenfonds of aan een fonds als bedoeld in artikel 1637s, tweede lid, onder c, van dit wetboek, worden voor de toepassing van artikel 285 van dit Boek niet beschouwd als leden van een stichting die als een zodanig fonds werkzaam is.

2. Voor de toepassing van artikel 285 lid 3 van dit Boek gelden als uitkeringen aan oprichters van zulk een stichting of aan hen die deel uitmaken van haar organen, niet de uitkeringen die voortvloeien uit een recht op pensioen of uit een aanspraak krachtens een arbeidsovereenkomst waarin een beding als bedoeld in artikel 1637s, tweede lid, onder c, van dit wetboek is opgenomen.

Artt. 305-307.

Vervallen

Art. 302.

Les décisions judiciaires passées en force de chose jugée portant:
radiation, addition d'une mention complémentaire ou modification des mentions portées au registre,
modification des statuts de la fondation,

modification du conseil d'administration ou disposition le concernant, ou annulation d'une décision de modification des statuts,
sont inscrites au registre mentionné à l'article 289 du présent Livre par les soins du greffier du collège pardevant lequel l'affaire avait été pendante.

Art. 303.

En cas de faillite ou de sursis de paiement (accordé par le juge) de la fondation, les annonces faites au Nederlandse Staatscourant conformément à la Loi sur les faillites par celui qui a la charge de la publicité sont également transmises pour inscription au registre visé par l'article 289 du présent Livre.

Art. 304.

1. Pour l'application de l'article 285 du présent Livre, les participants à un fonds de pension ou à un fonds tel que visé par l'article 1637s, deuxième alinéa, point c du présent code ne sont pas considérés comme membres d'une fondation qui fonctionne comme un tel fonds.

2. Pour l'application de l'article 285 alinéa 3 du présent Livre, ne sont pas considérées comme sommes d'argent versées aux fondateurs d'une telle fondation ou à ceux qui font partie de ses organes, les versements découlant d'un droit à pension ou d'une créance conformément à un contrat de travail dans lequel est incluse une clause telle que visée à l'article 1637s, deuxième alinéa, point c du présent code.

Art. 305 à 307.

Abrogés